

Rouge

Ecole libre
et formation
professionnelle
des jeunes p.8/9

M 1578 N° 1045 6F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 7 au 13 janv. 1983



Le gouvernement choisit la répression

Non aux mesures d'exception

On ne peut satisfaire Gattaz et les travailleurs



DOMINIQUE SERVAGE, le jeune chômeur interviewé par Antenne 2, avant François Mitterrand, n'a pas été convaincu par la prestation du chef de l'Etat : « Il faudrait des solutions plus dures, a-t-il déclaré au « Matin », une attitude plus ferme vis-à-vis du patronat en place. » Cette réaction, des millions de travailleurs ont dû l'avoir en écoutant le président ouvrir la nouvelle année sur l'air archi-connu du dépassement de la lutte des classes.

1982 aura été l'année du gâchis, de l'amertume et de l'écœurement. Le 10 mai 1981, Dominique Servage, avec des millions d'autres travailleurs, avait donné les pleins pouvoirs au PC, au PS et à F. Mitterrand pour qu'ils commencent à résoudre la crise et mettent un terme à la politique d'austérité imposée par la droite. Mais, aujourd'hui, ce sont les ministres élus par les travailleurs qui viennent justifier l'austérité en utilisant les mêmes arguments que leurs prédécesseurs.

Le jeune chômeur du Nord a eu droit à une larme de solidarité de la part du chef de l'Etat... Pendant que le CNPF recevait la promesse concrète de cadeaux somptueux ! Quoi qu'en dise le président de tous les Français, on ne peut satisfaire à la fois Gattaz et Dominique Servage.

TROP c'est trop », déclarait récemment un dirigeant du PS, sans en tirer aucune conclusion : eh bien, pour nous et, nous l'espérons, pour des centaines de milliers de travailleurs, l'occasion va se présenter de dire haut et fort ce que nous pensons et ce que nous

voulons. La LCR sera présente aux élections municipales. Notre but est clair : il s'agit de rassembler au premier tour, sur des listes unitaires, toutes celles et tous ceux qui refusent de voir enterrer les espoirs du 10 mai ; et qui comprennent que la seule façon de faire barrage au retour de la droite, c'est de résister aux mesures anti-ouvrières du gouvernement.

Nous refusons le chantage qui consiste à rassembler derrière le gouvernement tous ceux qui veulent s'opposer à la droite. Nous n'avons aucune responsabilité dans la politique de la majorité qui capitule en rase campagne devant le patronat et accentue son insolence au prix d'une démobilisation des travailleurs.

EN France, rien n'est encore joué, mais, pour débloquer la situation, il est de notre devoir de tout faire pour construire, à travers les élections et demain dans les luttes, une force, à la gauche du PC et du PS, décidée à ne pas se laisser déposséder de la victoire du 10 mai.

Voilà pourquoi la LCR jettera toutes ses forces dans cette bataille. Voilà pourquoi nous appelons tous les travailleurs, tous les jeunes, à participer pleinement à cette campagne, à construire dans toutes les villes des comités de soutien aux listes des révolutionnaires.

François Mitterrand n'a pas convaincu Dominique Servage de la réalité du changement, mais il nous a convaincus que c'est aux millions de travailleurs de l'imposer.

Alain Krivine

POINT DE MIRE

CINQ MILLIONS D'ELECTEURS DECUS DE L'ABSENCE DE CHANGEMENTS EN PROFONDEUR

SOIXANTE jours pour gagner», titre l'Humanité du 4 janvier. « Deux mois pour tenter de remonter la pente », conclut le dernier sondage réalisé par le Parisien et la SOFRES. Avec 46 % de mécontents, dont 39 % des ouvriers, c'est environ 33 % des électeurs de Mitterrand le 10 mai qui sont « déçus ». Environ cinq millions de personnes, travailleurs et jeunes pour l'essentiel.

Ces résultats, cependant, vont à l'inverse des projets de Giscard : pour près de 60 % de ceux qui se disent « déçus du socialisme », « la gauche n'a pas péché par excès de réforme mais par insuffisance de changements ».

Cela vaut pour les questions les plus centrales : le pouvoir d'achat (69 % d'opinions négatives), pour la lutte contre le chômage (65 %), pour la bonne marche de l'économie française (60 %), etc.

Pour un électeur sur deux, les municipales seront « un vote sanction ». C'est vrai à droite où 89 % des électeurs RPR et 82 % des électeurs UDF jugent que ce sont avant tout des élections politiques. Mais c'est vrai aussi à gauche où, malgré tout, les militants essaient de croire qu'il s'agit « avant tout d'élections locales » : 26 % des militants et sympathisants du PCF et 22 % de ceux du PS espèrent que leur listes seront (« heureusement ! ») jugées sur leur gestion locale et non pas sur leur solidarité avec la politique de la majorité gouvernementale.

Bilan le plus marquant : 62 % des Français estiment qu'en cas de nette défaite de la gauche aux municipales, François Mitterrand devra en tenir compte, sans doute dans le sens d'une accentuation des réformes (58 % des électeurs du PC et 66 % de ceux du PS jugent qu'il y a peu ou pas de progrès...).

Voici donc le président de la République en première ligne au moment où les exigences de ceux et celles qui l'ont élu se font de plus en plus critiques.

On sait qu'il pense que la politique est bonne mais « mal expliquée ». Si telle est vraiment sa réflexion, il ne comprend plus la situation : en effet, bon nombre de ceux qui se déclarent satisfaits le sont parce que telle ou telle petite réforme les a atteints directement ; cela ne les empêche pas de juger, comme les autres, « l'insuffisance de changements ».

Les interrogations multiples dont ce sondage confirme l'existence appellent un large débat. Pas sur les qualités de pédagogue de Mauroy, Fiterman ou Bérégovoy comparées à celles de Mitterrand. Sur la nature de la politique engagée : il est tout de même significatif que, au moment même où la droite prend des airs de conquérants, 25 % des électeurs du PS et du PC veulent « faire un vote sanction » ! Quel que soit leur vote final en mars prochain, leurs réflexions actuelles sont un fait politique décisif.

Pierre Rème

CFDT Soutien au gouvernement pour les municipales

En faisant connaître ses positions sur les prochaines élections municipales, la direction confédérale CFDT a tenu à bien souligner qu'elle « fait confiance à ses adhérents pour mesurer le chemin parcouru depuis Mai 68 ». On peut, cependant, se demander si c'est un bon argument quand on enregistre les résultats du dernier sondage Parisien-SOFRES...

On aurait pu penser que les élections municipales seraient présentées par la direction CFDT comme l'occasion de rappeler aux partis de la majorité les exigences des travailleurs. Mais, tout au contraire, la direction confédérale se contentera de « développer ses positions sur l'importance d'une démocratie décentralisée qui fasse participer de façon effective la popula-

tion aux décisions, là où le pouvoir est le plus proche des citoyens, la commune ».

On voit mal ce qui est possible en matière d'équipements collectifs, de logements, etc. tant que les critères capitalistes règnent en maîtres sur l'économie. Et c'est en fait la question à laquelle se heurtent les travailleurs et les jeunes mécontents du changement qui ne se produit pas.

Mais pourquoi voulez-vous que la direction confédérale CFDT prenne en compte ces réalités gênantes pour ses analyses et ses solidarités politiques ? Elle veut faire de la période électorale qui commence une occasion pour réaffirmer que « le renouveau de la vie démocratique locale est, avec la régionalisation, une des conditions de la transformation de l'Etat ».

Ah, ces rêves d'une « transformation de l'Etat » en conservant intact le pouvoir capitaliste... ! « Argument dogmatique », répondrait facilement la direction confédérale CFDT. C'est pourtant ce qu'elle disait elle-même lors des élections de 1977 : elle af-

firmait qu'il fallait présenter les idées de la CFDT tout en marquant bien qu'« il est évidemment hors de question de traduire maintenant dans les municipalités ce projet qui marque une rupture avec l'ordre capitaliste » (Syndicalisme hebdo du 17.2.1977).

Aujourd'hui, tout en nous disant bien que « la rupture » n'a pas eu lieu et qu'il « faut attirer les patrons dans le cours du changement », la direction confédérale veut mettre en lumière, pour les municipales, un seul point commun avec ses positions de 1977 : ce n'est jamais l'heure de « la rupture avec l'ordre capitaliste existant ». Quelle que soit la majorité avant ou après le 10 mai.

CNPF Des racketts par millions

La Fédération des travaux publics est un des piliers du CNPF. Elle finance un service qui lui est propre « statistique et recensement des travaux publics », au moyen d'une cotisation particulière, qui s'ajoute à la cotisation ordinaire du syndicat patronal. Montant de cette cotisation supplémentaire cette année : cent millions, sur les trente dernières années plusieurs milliards (en francs actuels, bien entendu).

Détail intéressant, le montant de cette cotisation est « légalement » reporté sur les devis et factures des travaux effectués par les entreprises de travaux publics, dont les clients sont généralement l'Etat et les collectivités locales. Bref, ce sont les contribuables qui paient en fin de compte cette « cotisation patronale ».

L'affaire prend tout son piquant lorsqu'on découvre l'origine de cette cotisation. Il faut remonter à 1946 ! Au sortir de la guerre, en période de pénurie, elle servait à financer un service chargé de la « sous-répartition des matières premières », rares à l'époque.

La pénurie a disparu, mais la cotisation est restée. Pour dissimuler l'affaire, la fédération patronale a donc créé un « service de statistique », dont le seul but est d'établir un fichier d'entreprises. La carte de ce fichier doit être présentée par chaque entreprise qui soumet un projet de chantier à tout client, collectivité.

Cent millions en 1982 pour un fichier, au moyen d'une cotisation « spéciale » dont les contribuables font les frais. Cent millions : un des moyens, entre cent autres, de financement du parti des patrons, le CNPF.

Et ces messieurs se répandent dans la presse, la radio, la télé, pour faire le chantage à la mise en péril des entreprises par l'« accroissement des charges sociales » depuis mai 1981 !

Ils tiennent au secret de leurs comptes, de leurs moyens de financements, dans les dédales du secret bancaire, à l'abri des regards

indiscrets, des fonds de financement énormes qui leur servent, entre autres, à financer les partis politiques de droite, par exemple. C'est d'autant plus subtil lorsque les contribuables paient.

Ils utilisent le chantage économique comme moyen de sabotage contre toute politique de changement, et la moindre des fuites sur leurs moyens de pomper des fonds se chiffre par dizaines, par centaines de millions. Le rackett est pour eux complément du chantage.

« Nous voulons faire la lumière sur l'origine de vos fonds, patrons, comme sur l'utilisation des fonds publics qui vous sont versés ! » C'est une stricte revendication élémentaire, démocratique, que les travailleurs sont en droit d'exiger face aux malversations patronales. « Ouverture des livres de comptes, abolition du secret bancaire ! »

Le journal le Matin a fait un bon coup en révélant l'affaire de la Fédération des travaux publics. Parions, sans risque que l'« ouverture des livres de comptes » démontre une chose : Ce rackett-là est un exemple, entre cent !

CAPITALISME La misère multipliée par trois

« La pauvreté existe et elle gagne du terrain dans les régions sous-développées ou en déclin, dans les régions urbaines, centres des villes, banlieues, dans certains milieux par ailleurs assez prospères. » Ainsi se concluait un rapport de la Communauté économique européenne publié en 1982 : « Pour combattre la pauvreté. »

La misère, tout court, s'accroît dans les pays industrialisés, sanction du chômage croissant, de la restriction des allocations chômage.

La faim, les maisons en ruines comme abri, deviennent l'horizon quotidien, sans espoir, de ceux que les licenciements, la fin d'allocation chômage, l'absence de nouvelles embauches, ont laissés sans ressources.

Les rangs des « clochards » se renforcent de jeunes, de femmes, de familles avec enfants autour des « soupes de nuit » de l'Armée du salut, ou des « fêtes des sans-abri » d'œuvres bénévoles diverses.

37 % d'accroissement des demandes pour les « semaines de bonté », dans la région parisienne à Noël. 250 000 demandes concernant 600 000 personnes au Secours catholique. Une demande sur cinq pour l'aide alimentaire, dont 53 femmes sur cent demandes. Une multiplication des demandes d'aide par deux ou trois dans les deux dernières années. Les « soupes de nuit », comme il y cinquante ans, en 1930...

Le niveau de vie des travailleurs est en baisse, une partie

d'entre eux est réduite à la misère.

La crise du capitalisme, après avoir brisé elle-même les images toute faites du « capitalisme en expansion » et ses légendes de « société de consommation », ajoute un fleuron à son image de marque : la misère sans lendemain.

La « bataille du chômage » est toujours la première à gagner. Tant qu'elle n'est pas réellement livrée, c'est le cas aujourd'hui, c'est la misère qui s'accroît, aussi.

AVENIR La France présente au sommet européen sur l'audiovisuel

Alain Gomez, P-DG de Thomson, rencontre Wisse Dekker, son collègue de Philips. Sujet des conversations : bâtir de l'audiovisuel, en réponse aux concurrents japonais.

Il en va de milliers d'emplois, de milliards d'investissements. Aussi devrait-on pouvoir se réjouir que notre pays, au lieu d'être représenté par un quelconque « ma-

nager », soit défendu, dans une telle négociation par un dirigeant choisi pour son attachement au socialisme, mandaté en fonction des plans de production discutés démocratiquement avec tous les travailleurs de ce pays. Des plans garantissant l'emploi et répondant aux besoins d'équipements collectifs et individuels précisément débattus...

On est loin du compte. Bien sûr, Alain Gomez est un des anciens militants connus du CERES. Mais il pense que de telles attaches sont trop gênantes pour ses hautes fonctions... Et il a décidé que son rôle était de démontrer qu'on peut être socialiste tout en étant un bon P-DG Afin de « réconcilier les patrons » avec son socialisme, il respecte scrupuleusement le secret capitaliste et estime qu'il doit avant tout être un bon « manager ». Bref, ce que ce monsieur, ex-militant du CERES, discute avec son collègue grand commis capitaliste, ne correspond qu'à un simple calcul de rentabilité capitaliste, décidé dans le secret le plus traditionnel.

Sachons cependant que nous aurons à accepter les conséquences des discussions entre P-DG. C'est ça, le changement qui ne vient pas : les quelques têtes « nouvelles » respectent les plus vieilles « règles » ; et les travailleurs sont appelés à accepter les conséquences. Au nom de la grandeur de la France !



IMMIGRES : Offensive du CNPF

Que l'extrême droite poursuive ses attaques contre les immigrés, rien d'étonnant. Mais le problème devient nettement plus brûlant lorsque la presse du CNPF se met elle-même de la partie : cela annonce une recrudescence des atteintes aux droits des immigrés, avec à l'horizon une accentuation d'une politique visant à les chasser et les réprimer plus durement.

Afin de ne pas réagir trop tard, il nous faut donc noter les dernières « analyses » publiées dans les Echos, le 3 janvier, sous le titre « Limitation nécessaire de la politique d'immigration ». L'article, d'ailleurs, se présente lui-même comme une « réponse » à la campagne faite, au cours de ce mois de janvier, sur le thème « ne touchez pas aux immigrés, ils sont utiles à la vie de notre pays », lancée et soutenue par le commissariat d'Etat aux travailleurs immigrés.

En réalité, c'est sur l'hésita-

tion du gouvernement que se greffe l'attaque décidée par le patronat. Les Echos se plaisent à le souligner : « Si le gouvernement actuel tente la "révolution des mentalités" dans le domaine de l'immigration, sur un point au moins il ne se démarque guère de ses prédécesseurs : à savoir qu'il faut arrêter l'immigration. »

Écoutons le ministre de l'Emploi, M. Jean Le Garrec (dans une interview à l'Alsace il y a un mois) : « Si vous me demandez si l'on doit fermer nos frontières pour éviter l'arrivée de main-d'œuvre nouvelle, je réponds oui ! Renvoyez ceux qui sont en situation irrégulière ? Oui, également ! »

Comme le dit le commentateur des Echos qui souhaite une politique de répression sélective, mesurée en fonction des besoins des divers secteurs d'activité : « C'est la continuité, donc. Crise économique oblige. »

Cette question de la solidarité avec les travailleurs immigrés deviendra de plus en plus centrale au sein des organisations ouvrières.

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F		
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Formule choisie : _____

Règlement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108
Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

« J'ai toujours été partisan de l'esprit d'initiative de la libre entreprise »

Des vœux, un aveu

• La gestion mitterrandienne des affaires du capital apparaît désormais sans fard. Même la rose n'est plus de saison

Il aura fallu une bien grande grue (43 mètres) pour retransmettre une bien petite prestation télévisée de Mitterrand. Car le gagnant du 10 mai est venu confirmer toute la politique d'austérité pratiquée par le gouvernement Mauroy. Le président s'est voulu celui de tous les Français, patrons et ouvriers dans le même sac. « *Moi, je ne suis pas du tout pour entretenir cette guerre* » entre syndicats et patrons, dira-t-il, reprenant l'idée de Gattaz le 14 décembre, qui prétendait annoncer « *la fin inéluctable de cette vieille lutte de classes, antagonisme vieillot et dépassé* ». Mitterrand est pour « *y mettre fin* », et « *pense avoir trouvé une voie médiane qui permet de restituer l'harmonie au corps social français* ».

L'unité nationale était au rendez-vous. « *Si nous fabriquons en France (...) ce que l'on consomme en France, tout cela nous fera sortir de la crise* », dira-t-il. Toute son interview supposera cette union nationale réalisée. Hypothèse de base bien hasardeuse, mais sur laquelle se fonde sa politique.

La bataille de la production

« *Il faut produire, et produire plus, et produire mieux* », invite Mitterrand dans ses vœux télévisés. Cela suppose de maintenir la priorité à « *la baisse des charges sociales* », la priorité à la compétitivité. Aussi, en toute logique, il faut au président « *éviter qu'un excès de consommation fasse arriver en avalanche des importations massives* ». Comme la ligne, c'est « *produire français* » sans protectionnisme, Mitterrand veut freiner les importations par la police sur les salaires. Fini les propos sur la relance par la consommation populaire. Produire plus, ne pas fermer les frontières, ce sont des formules pour indiquer qui va payer : les salariés. Mitterrand ne va pas s'en cacher : « *Bien entendu, ceux qui ont plus qu'il ne faut, qui ont trouvé un peu plus d'aise, devront faire un effort supplémentaire* », expliquera-t-il, parlant du pouvoir d'achat. Bataille de la production signifie, en langage du 10 mai, que les travailleurs devraient admettre une restriction de leurs salaires au nom du grand effort national. Un tel langage, une telle politique ne peu-



vent que satisfaire les patrons, réunis il y a peu à Villepinte.

Mitterrand a trouvé un déçu du 10 mai

En préambule du show télévisé, un film présentait un chômeur de trente ans. Voilà comment Mitterrand lui répond : « *Si ce jeune chômeur disait après le 10 mai : "ça y est, c'est fini ; demain je vais trouver du travail", bien entendu, il ne pouvait pas être satisfait.* » En somme, il avait tort d'espérer que le candidat tienne la promesse des 800 000 emplois qu'il s'était engagé à créer la première année. Quel aveu : Giscard et Barre sont tombés parce qu'un électoral ouvrier voyait dans leur chute un obstacle de moins dans le chemin de la solution du chômage et de l'inflation. Et celui

qui a recueilli les suffrages ouvriers vient leur dire : « *non, non, vos espérances étaient naïves* ». Après le pouvoir d'achat sacrifié sur l'autel de la lutte contre les importations et pour la production, voilà l'espoir de l'emploi rangé dans le placard des illusions électorales. Mitterrand complètera sa réponse en demandant de la patience aux chômeurs, leur promettant une modification de l'appareil productif vers une rationalisation, une compétitivité accrue. Pour tromper cette attente, le locataire de l'Élysée leur propose une « *formation professionnelle* » adaptée aux besoins patronaux, second maître mot de sa politique. « *Pas de jeunes sans formation professionnelle* », lancera-t-il dans ses vœux. Vers quels emplois, avec quels moyens pour imposer l'embauche au patronat ? Mystère. Jusque-là, l'élu du 10 mai n'a avancé en fait de perspectives qu'une austérité sur les salaires

et l'emploi. « *Pour guérir, il y a deux réponses : la production, la formation* », dira-t-il. Cette guérison-là ne concerne pas les maux dont souffre la masse des chômeurs.

En revanche, pas un effort ne sera demandé aux patrons, rien n'est mis en œuvre pour faire plier leur résistance. Delors et Mauroy ont ainsi été intégralement confirmés dans leurs actes du dernier trimestre 1982.

Vive la libre entreprise

« *J'ai toujours été partisan de l'esprit d'initiative et de la libre entreprise* », s'exclamera-t-il, « *et je veux mettre en place une société d'économie mixte* ». « *Je veux que le secteur libre puisse, en harmonie avec le secteur public, se développer.* » Voilà le credo présidentiel, début 1983. Il est fait d'une renonciation totale d'utiliser le secteur nationalisé comme moteur social, comme outil de l'initiative publique pour la création d'emplois. Se rangeant dans le camp des partisans du capitalisme de libre entreprise, Mitterrand s'engage cette fois publiquement à jouer le jeu. C'est le seul message en direction du patronat : mais il est pour eux le bienvenu. C'est une garantie donnée pour la liberté d'exploiter. Donc, pas de remise en cause du commandement à l'entreprise : le P-DG reste le maître. Le président s'excusera même, au sujet des lois Auroux. Il les montrera « *pas plus avancées que les lois allemandes ou suédoises* ». Bonne année en perspective pour le CNPF, si l'on s'en tient au seul discours présidentiel.

Faites des enfants !

Travailler pour la patrie n'est pas le seul vœu adressé aux travailleurs. Mitterrand, le 31 décembre au soir, a

fait de la famille son deuxième objectif après la jeunesse. « *Mais je considère, quant à moi, que l'aide au deuxième, puis au troisième enfant, représente pour nous un devoir national.* » C'est Debré qui était content devant sa télé. Le célèbre gaulliste-nataliste voit dans ce septennat la reprise de son thème favori. Mais la plaisanterie est de mauvais goût. Car il s'agit, en toute logique d'austérité, d'assigner aux femmes le rôle essentiel d'élever les enfants, au moment où la bataille pour le remboursement de l'avortement n'est pas achevée, au moment où la bataille pour l'accèsion des femmes à l'emploi est à livrer. Mitterrand a clairement en tête l'objectif (second dans sa présentation) de renvoyer les femmes au foyer. Le ministère de la Femme peut faire tous les spots télévisés qu'il veut, l'affaire, selon Mitterrand, se joue au foyer pour les femmes.

Le rêve du désarmement

Une fois brossé le tableau d'une France au travail dans la solidarité nationale et l'ordre familial, Mitterrand montre les dents. Andropov propose à la France et à l'Angleterre une réduction européenne des armes atomiques ? « *Ce n'est pas la peine de rêver* », reprend celui qui se drapeait hier dans les plis du drapeau de Jaurès. « *Il n'est pas de compromis quand la communauté nationale est en cause* », « *nous ne réduirons pas un seul de nos missiles dans cette affaire* », dira le maître unique du bouton déclencheur de conflit atomique. Ça coûte cher, cette dissuasion, reconnaît-il. Mais la sécurité est en jeu. L'effort de guerre continuera, quel qu'en soit le prix. Tant pis pour les emplois qu'on aurait pu créer avec le prix des sous-marins atomiques, ou des missiles chers au président.

Bas les masques

La gestion mitterrandienne des affaires du capital apparaît désormais sans fard. Plus d'objectifs socialistes repoussés, plus de promesses de jours meilleurs. Tout apparaît dans sa plus simple expression. Mitterrand n'a d'autre perspective que de durer, pour son compte, au nom d'une politique que ne renieraient pas ses prédécesseurs. Et leur politique conduisit au 10 mai. Il ne s'agit désormais que d'union nationale : fini les maigres réformes sociales... Or cette union nationale a toujours été pratiquée au détriment des travailleurs, à qui on demande tous les efforts et tous les sacrifices. Mauroy et Delors parlaient de rigueur. Cette rigueur s'appelle désormais clairement, sans masque, austérité.

Aux municipales, il est probable que l'électorat ouvrier présentera la note au parti de Mitterrand et au PC qui collabore loyalement. Il faudra tout faire pour que les suffrages ouvriers, plutôt que de se bomer à l'abstention, se retrouvent sur les listes de la LCR, afin qu'ils choisissent une politique résolument anticapitaliste.

En tout cas, ne reste désormais, pour les revendications, pour l'emploi et les salaires, pour sortir de la crise, que le chemin de la lutte unitaire. C'est cette mobilisation qu'il s'agit aujourd'hui de construire.

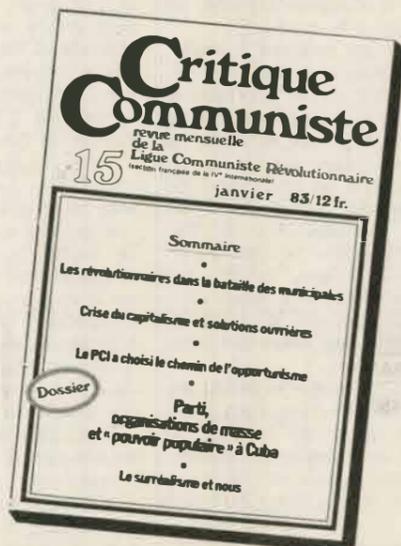
Jean Lantier

Vient de paraître

Le numéro de janvier 1983 est paru

Il contient notamment :

- Le rapport de Charles-André Udry sur la crise du capitalisme et les solutions ouvrières, présenté à la conférence nationale ouvrière de la LCR, les 13 et 14 novembre derniers. Cet important article constitue un matériel de lecture et d'étude indispensable au militant.
- A l'occasion du 24^e anniversaire de la révolution, une étude de J.-P. Beauvais sur Cuba.
- L'article de Michel Lequenne sur les courants surréaliste et trotskyste constitue un excellent antidote au chœur national et tricolore qui accompagne la mort d'Aragon.



BILAN DE LA SORTIE DU BLOCAGE

SORTIE du blocage des salaires et des prix : c'est l'heure de faire les comptes.

« L'importance des contrats signés dans le secteur public est le signe tangible d'un renouveau de la politique contractuelle que le gouvernement a constamment soutenue. Je vous invite à confirmer cette orientation qui ne se trouve pas modifiée par le blocage temporaire des prix et des revenus venant d'intervenir par voie législative. La sortie de la période de blocage constitue l'occasion d'engager de nouvelles négociations sur des bases as-

sainies », écrivait P. Mauroy à « Mesdames et Messieurs les Ministres et Secrétaires d'Etat » le 10 septembre 1982.

Feu l'échelle mobile

C'est le premier objectif que P. Mauroy comptait sans doute dans les « bases assainies » de négociations des accords salariaux. « Il convient de mettre fin à toute formule indexant les salaires sur les prix, quelles qu'en soient les modalités, et d'aboutir à un calendrier de hausses prédéterminées, explicitement inscrites dans le contrat », écrivait-il dans la lettre citée ci-dessus.

Reçu « cinq sur cinq » ont répondu les patrons du privé. L'indexation a généralement disparu des accords salariaux où les luttes des travailleurs l'avait inscrite.

C'est une défaite pour les travailleurs, tout profit pour les patrons.

Dans la fonction publique, l'introduction d'une clause de sauvegarde « dernière minute » est pure façade, elle n'aura pas d'effet automatique. « Les accords pourront prévoir un rendez-vous en janvier 1984 pour examiner l'évolution respective des prix et des salaires et en tirer les conséquences en tenant compte de la situation de l'entreprise et des avantages sociaux éventuellement accordés », écrivait déjà P. Mauroy en septembre. En bref, c'est la « bonne marche » de l'entreprise qui ouvre le droit des travailleurs à l'augmentation de leurs salaires... et non l'augmentation des prix. Vieille revendication patronale !

Ces « clauses de sauvegarde » n'ont même pas été « étendues » au privé (le patronat en prend toujours plus que ce que le gouvernement lui concède).

Pourtant des entreprises en lutte, comme la FNAC ou SANOFI Toulouse (nous avons rendu compte de ces luttes dans Rouge), ont arraché des augmentations de salaires supérieures aux recommandations du gouvernement. Ceci démontre d'ailleurs, s'il en était besoin, le caractère mensonger du « chantage permanent du patronat à la faillite ». Ce qui était possible ici ou là l'aurait aussi été ailleurs. Si... si les organisations syndicales avaient joué leur rôle et orga-

nisé la lutte coordonnée, unie, des travailleurs pour la défense de leurs salaires.

Et l'augmentation des prix !

Indice révélateur : l'enquête trimestrielle sur les conditions d'emploi et de main-d'œuvre du ministère du Travail, a été « statistiquement abrégée ». Elle portait sur l'évolution du salaire horaire et indiquait une régression générale atteignant jusqu'à -1 % dans certaines branches. « Abrégée » par « décision technique » explique-t-on au ministère : « On ne voulait pas qu'on puisse tirer des conclusions politiques de résultats peu fiables. »

Autre indice révélateur : celui de l'augmentation des prix en novembre : +1 % ! Novembre : « sortie du blocage », l'augmentation des prix reprend son souffle. Et menace de faire s'écrouler le château de cartes sur lequel était construite la politique du gouvernement pour « diminuer » l'inflation et justifier le blocage des salaires, la fin de l'indexation et les augmentations calquées sur l'augmentation des prix prévue par... le gouvernement.

C'est toujours avec l'indice INSEE que sont chiffrées les évolutions des prix. Comme chacun le sait, et comme le soulignaient les partis au gouvernement aujourd'hui, avant le 10 mai, c'était un « indice truqué ». Il suffit d'annoncer quelques hausses des prix prévues pour 1983 : +8,5 % d'assurance auto, +10,11 % à l'EDF, +9,82 % pour les loyers... pour comprendre qu'intégrées dans un indice des prix reflétant réellement le « coup de vie » pour les travailleurs, ils démontreraient simplement une chose : la différence entre l'augmentation des prix et celle des salaires s'accroît : et ce sont les salaires qui trinquent !

Alors ? « Le socialisme ça ne marche pas ? », comme disent les sirènes de droite. Justement ! Si l'échelle mobile et le contrôle des prix, deux « mesures socialistes » élémentaires, avaient force de loi, les problèmes ci-dessus seraient en voie d'être résolus... et la question ne se poserait pas.

Michel Morel

Les accords

Le ministre du Travail, J. Auroux, s'est félicité de la « politique de sortie du blocage des salaires ». Citant à l'appui les statistiques de son ministère. Lorsqu'on regarde les chiffres en question, il n'y a vraiment pas de quoi.

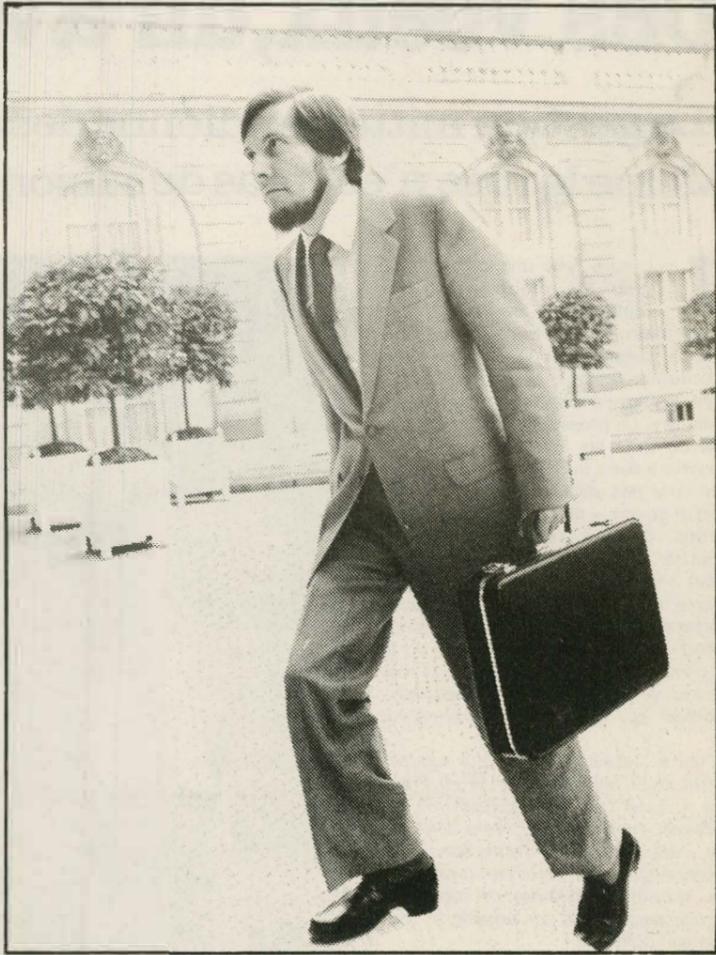
Sur les 135 branches concernées par les négociations, 77 accords ont été signés. Ils concernent 2 500 000 salariés sur 13 000 000. Les autres voient en général s'appliquer dans leur branche des « recommandations patronales », qui reprennent les consignes du gouvernement : 18 % d'augmentation sur 1982 et 1983, suppression de toute indexation des salaires sur les prix.

Sur les 77 accords signés, 30 appliquent la politique gouvernementale d'augmentations pour 1982 et 1983 à partir des taux d'inflation « pronostiqués » aujourd'hui par le ministère de l'Economie ; 26 ne concernent que l'année 1982.

Encore faut-il s'entendre sur ce que signifie « accords ». Ils sont en règle générale la reproduction pure et simple des consignes du gouvernement inspirées et « contrôlées » par le CNPF.

Des branches telles que la métallurgie, le bâtiment ne sont pas concernées par un accord national, la négociation, si elle a lieu, est renvoyée à l'échelon régional ou local.

Il suffit qu'un seul syndicat ait signé (le plus souvent, FO, CFTC, CGC, signent) pour que l'accord soit cité à titre d'exemple.



AUROUX ET L'ECHELLE MOBILE

« J'ai été en effet amené à rappeler qu'aux termes de l'ordonnance de 1959, l'indexation des salaires sur l'évolution des prix était illégale. Certains ont vu, dans ce rappel, la remise en question de ce qu'ils appellent un acquis social. Je conteste ce dernier terme et je vais m'expliquer sur un exemple. Comparons un salaire payé 3 500 F par mois et un autre payé 8 500 F. La différence de rémunération est de 5 000 F. Imaginons qu'en un an, les prix augmentent de 10 %. Par l'application du système d'indexation, le premier salarié gagnera 3 850 F par mois, le second 9 350 F. L'écart entre eux deux passera à 5 500 F. Il aura donc augmenté de 500 F. Le niveau de vie se mesurant par la capacité de consommer, l'inégalité entre les deux individus se sera accrue.

« Je demande donc à ceux qui militent en faveur du maintien de l'indexation d'avoir le courage d'affirmer qu'ils cautionnent un mécanisme automatique d'accroissement des inégalités. Je leur demande ainsi d'assumer la logique de leur comportement devant l'opinion publique, qui jugera. »

Extrait d'une interview au « Matin » du 3 novembre 1982.

APPEL DE ROUEN

22 janvier à l'Elysée, à l'Assemblée

• 40 000 travailleurs disent : « Nous avons voté pour le changement pas pour l'austérité »

LA politique mise en œuvre par le gouvernement pour réduire l'inflation et bloquer les salaires a une conséquence : la baisse du niveau de vie des travailleurs est aujourd'hui planifiée jusqu'à fin 1983.

Les mesures prises par le gouvernement pour réduire le déficit de la Sécurité sociale, augmentation du ticket modérateur sur plus de mille médicaments par exemple, grignotent la couverture sociale, fruit des mobilisations et des luttes. La même leçon s'applique à l'UNEDIC.

Les licenciements, qui constituaient une menace permanente sous Giscard pour des milliers de travailleurs dans la sidérurgie par exemple, demeurent.

Les déclarations de F. Mitterrand à la télévision en ce début d'année indiquent sans fard que cette politique est faite pour durer.

Les voix qui s'étaient élevées au sein du PS pour fustiger une politique servant les intérêts des patrons

et non ceux des travailleurs, base sociale de la majorité actuelle, se sont tués, pour le moment.

A droite, c'est toujours la mobilisation permanente contre une majorité que n'ont jamais acceptée ni les bourgeois ni les patrons, même s'ils savent, de gré ou de force, lui faire entendre raison sur l'essentiel.

La mobilisation en cours dans les états-majors des partis de droite contre les « propositions de Savary », pourtant bien timides, vis-à-vis de l'école privée, comme les scandaleuses prises de position contre le remboursement de l'avortement, en sont les deux dernières images témoins.

Les partis de droite préparent les municipales pour refaire l'avantage. Le patronat réunit ses états généraux, contre les travailleurs, pour leur faire payer leur audace de mai et juin 1981 : avoir défaits leurs hommes politiques.

« Nous savions que le grand patronat, la droite, les Giscard, Chirac,

Lecanuet, ne reculeraient devant aucun moyen, aucune attaque pour bloquer le changement. » 40 000 travailleurs des principales entreprises et régions de France ont repris cet avertissement que lancèrent en septembre 1 000 travailleurs, dans l'appel de Rouen.

« Ces mesures d'austérité ne s'attaquent pas aux vrais responsables de la crise, les capitalistes qui eux gardent leurs profits. Agir ainsi ne peut qu'éccœurer les travailleurs et encourager les patrons à demander encore plus. » Les signataires, en délégations à travers le pays, s'adressent aujourd'hui aux députés qu'ils ont élus il y a dix-huit mois pour leur faire entendre ce premier avertissement.

C'est pour une autre politique que les travailleurs les ont élus. Les promesses du candidat Mitterrand, quelles que soient leurs garanties d'efficacité, étaient présentées au nom du socialisme. Ce mot a disparu du langage présidentiel.

Le président élu par les travailleurs se porte aujourd'hui garant de l'efficacité économique des entreprises, reprend le chantage à l'« allègement des charges patronales » du CNPF comme argument d'efficacité.

L'aspiration des travailleurs au changement reste sans réponse. Il faut que sans relâche les voix s'élèvent pour rassembler, dans l'unité, tous ceux qui sont disposés à l'action, la mobilisation pour que le changement devienne réalité. L'appel des mille de Rouen est un premier pas dans cette voie.

A l'initiative des collectifs présents à la dernière coordination nationale, ils ont décidé de se rendre à Paris, le 22 janvier, pour remettre les pétitions signées, en délégations massives aux groupes parlementaires PS-PC ainsi qu'à l'Elysée. Pour leur « faire entendre la voix des travailleurs ». Pour leur dire, là-haut, « il faut que ça change ».

M. M.

CGT-COMMERCE

Quand le bleu-blanc-rouge remplace les revendications

LA fédération du commerce CGT vient de faire une brillante démonstration : comment, partant de préoccupations justes, dévoyer l'action syndicale vers la campagne chauvine du « *produisons français, achetons français* ».

Du 13 au 17 décembre, dans les grands magasins, les cégétistes devaient accrocher aux produits nationaux l'étiquette « *made in France* », faire des lâchés de ballons tricolores, distribuer aux clients des bons de commandes pour des produits français. Comment en est-on arrivé là ?

Michèle Commergnat, secrétaire fédérale, l'explique dans la *Vie ouvrière* n° 2000. Il s'agissait au départ de contrôler les prix, pour intervenir contre leur augmentation. Préoccupation on ne peut plus correcte. Car qui, mieux que les vendeurs des grandes surfaces, des grands magasins, peut contrôler les prix ? Aussi, la CGT commerce releva ces fameuses disparités pour un même produit dans des magasins d'une même ville, voire d'une même chaîne dans la ville. Le résultat fut éloquent. Mais, au lieu de déclencher une mobilisation des vendeurs et des consommateurs, la direction de la fédé, épaulée par le bureau confédéral, a trouvé une voie de garage. Pas de contrôle des travailleurs sur les prix, faisons le tri entre produits français et étrangers.

Premier glissement de taille... aussitôt révélé par la même VO qui indique l'acceptation de la direction du Printemps d'acheter français « *même si les prix sont supérieurs de 10 à 15 %* » ! Belle réussite. Le patron peut ainsi accepter cette campagne, qui aura comme effet une hausse des prix. C'est en effet ce sur quoi la direction de la CGT commerce glisse. Passer d'une dénonciation correcte de la hausse des prix à la défense des produits français, c'est faire abstraction des prix, justement... Passer de la perspective de contrôler les prix à celle d'imposer des produits français... à tout prix, à n'importe quel prix, c'est escamoter l'objectif premier.

Ce n'est pas tout : dans la VO n° 2001, Aléard, secrétaire confédéral, enchérit sur la secrétaire fédérale du commerce. La suite de l'enquête sur les prix évoque cette fois le contrôle sur les livres de comptes patronaux. Là

encore, la perspective d'obliger les patrons à ouvrir leurs dossiers comptables est parfaitement légitime. Que les travailleurs, voire les consommateurs, exigent d'y mettre leur nez, quoi de plus légitime dans la logique du contrôle sur les prix. Mais ce n'est pas ce que vise Aléard. Ce qu'il veut, par le mot d'ordre « *que les patrons ouvrent leurs dossiers* » (VO n° 2001, pages 12 et 13), c'est contrôler combien de produits étrangers sont importés, combien sont achetés en France. Il se livre, chiffres de la fédé en main, à une longue citation de listes de produits étrangers. Puis il montre la part du marché étranger dans le vêtement, l'outillage, les aspirateurs, les machines à coudre, etc. Il s'agit pour lui, loin d'enclencher une dynamique de contrôle ouvrier sur les prix, de faire, en collaboration avec le patron, des suggestions pour acheter français.

Acheter plus cher, pour acheter français

Second glissement, partant d'une préoccupation correcte, débouchant sur la même impasse. Car, acheter français, en gros par le magasin ou en détail par le consommateur, signifie acheter la plupart du temps plus cher. Vouloir remplacer les produits étrangers par des produits équivalents, fabriqués en France, cela implique d'accepter, de faire accepter une hausse du coût de la vie. Car les produits étrangers sont moins chers, par le jeu de la concurrence, et c'est vers eux, logiquement, que le consommateur se tourne. Leur interdire l'accès aux rayons d'un magasin, c'est faire augmenter les prix, le produit français protégé à la vente fera l'objet d'une spéculation capitaliste classique. En outre, demander aux patrons d'ouvrir les dossiers comptables, pour les inciter à acheter français, suppose une collaboration avec eux, ce devant quoi ne recule pas Aléard. C'est donc un glissement de taille, d'autant plus insidieux qu'il part d'une préoccupation correcte, contrôler les livres de comptes. Ce n'est pas tout.

Le troisième glissement opéré concerne les revendications salariales elles-mêmes. Aléard décrit justement, à partir d'une étude du CREDOC (organisme d'étu-

de de la CFDT), le nombre de restrictions que doivent s'imposer les travailleurs dans leur consommation courante (la plupart des salariés, 65,7 %, rognent sur les loisirs-vacances et l'équipement ménager). Et d'en conclure que des besoins restent à satisfaire, touchant à l'essentiel des besoins sociaux. Ce qui est juste. Mais au lieu d'en tirer argument pour former une revendication salariale (notamment pour les bas salaires du commerce), Aléard en conclut qu'il faut produire français, pour satisfaire ces besoins, et n'évoque qu'évasivement « *un relèvement du pouvoir d'achat* ».

Adapter les revendications à la production nationale

Comme relever le pouvoir d'achat risque de stimuler les importations pour satisfaire la demande (ce qui fut le cas en septembre 1981), Aléard glisse là-dessus pour ne s'en tenir qu'à la perspective tricolore de la relance de la production. Ce faisant, il inverse la logique syndicale de la manière suivante : « *Produire français, c'est-à-dire fonder la satisfaction des besoins du pays (...) sur les capacités de ce même pays à produire.* »

C'est donc le monde (syndical) à l'envers. En bons cégétistes, beaucoup pensaient qu'il fallait fonder la production sur les besoins. Produire pour satisfaire les besoins sociaux recensés par les syndicats et les travailleurs. Non, non, dit Aléard, c'est l'inverse ! Il faut fonder la satisfaction des besoins sur ce que peut produire le pays. Adapter la consommation, les revendications à l'appareil productif français, ça rappelle un fameux gag du célèbre clown suisse Grock. Au lieu de rapprocher le tabouret du piano, il tentait de pousser le piano vers le tabouret. Ça faisait rire les enfants. Aléard fait la même chose mais nous fait peu rire. Car il admet de faire marcher la consommation, son coût et les salaires au rythme de la production, de la productivité française. Et dans l'histoire, selon Aléard, il n'y a pas de revendications salariales formulées.

LA VIE FÉDÉRALE

échanges

SUPPLEMENT AU N°91

Réserve aux Militants de la Fédération C.G.T. des Personnels du Commerce, de la Distribution et des Services

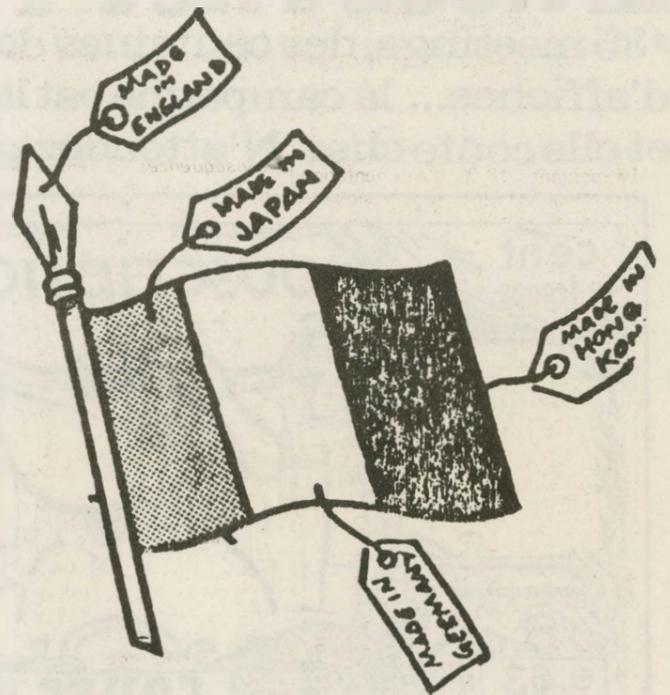
Case n° 425 - 93814 Montreuil Cedex Tél. 851.83.11

n° 19 - 1982

Spécial Action
Prix - Produits

Agir sur les prix
Reconquérir le marché national

Initiative nationale du
13 au 17 décembre



Ainsi, cette campagne cégétiste « *produire et acheter français* », dont la CGT partage les droits d'auteur avec le PC et Miterrand et Mauroy, permet bien des manipulations. Partant du besoin de contrôle sur les prix et les livres de comptes, elle aboutit dans les faits à l'abandon des revendications et du contrôle au profit d'un effort de collaboration nationale avec le patronat pour le grand bien de l'appareil productif français.

Les syndicalistes lutte de classes ne sauraient s'en laver les mains. Il est correct, indispensa-

ble, de poser le problème de l'intervention des travailleurs, vendeurs et consommateurs sur les prix, de mettre en place un système de contrôle. Il est juste de recenser les besoins non satisfaits pour en déduire les revendications adéquates pour les salaires. Les syndicalistes doivent en déduire la nécessité de la mobilisation, du contrôle ouvrier, d'une plate-forme revendicative pour les salaires et l'opposer à cette opération de dévoiement qu'est la campagne pour « *produire et acheter français* ».

Jean Lantier

Bon de commande Produits Français

Nom

Signature

Je veux trouver suffisamment de produits français dans les rayons de façon à pouvoir acheter français

Je pense que c'est indispensable pour la relance de l'économie en France, pour lutter contre le démantèlement de nos industries, contre le chômage

Ainsi :

- Je m'élève contre les gâchis financiers et humains entraînés par le tout à l'importation
- Je soutiens la CGT dans sa lutte pour la reconquête du marché intérieur

CITROEN

La lutte continue pour la réintégration de Saihine

Si la situation s'est modifiée temporairement à Aulnay, il n'en est pas de même à Levallois où la direction refuse toujours de réintégrer Saihine.

Mardi 4, le syndicat appelait donc à débrayer. Cependant, contrairement à ce qui était prévu, Saihine n'est pas rentré de nouveau dans l'entreprise. Pour certains dirigeants du syndicat, ce qui s'est passé avant les congés de Noël, c'était trop. Cependant, la fédération a compris qu'il fallait au moins proposer des actions qui donnent une image plus combative de la CGT sur Levallois. C'est le sens des propositions de débrayage et de manifestation devant le siège de Neuilly pour le mercredi 5 janvier. La mobilisation continue donc sur Levallois et l'usine est paralysée de 10 h à 18 h depuis mardi 4.

Mais la direction s'appuie toujours sur la décision du gouvernement de casser le refus de licenciement de l'inspecteur du Travail, pour refuser elle-même la réintégration de Saihine.

La perspective d'une manifestation devant le ministère du Travail reste donc d'actualité de manière à lever tous les obstacles à la réintégration de Saihine.

Contre le retour de la droite

Contre les mesures d'austérité du gouvernement

Pour une politique
au service des travailleurs

Meeting avec **A. Krivine**

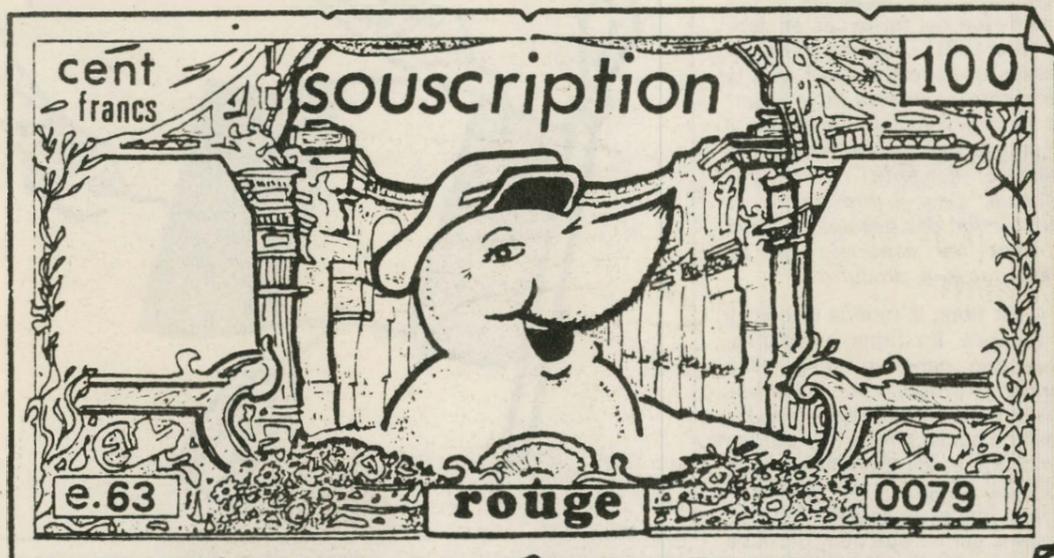


Ligue communiste révol

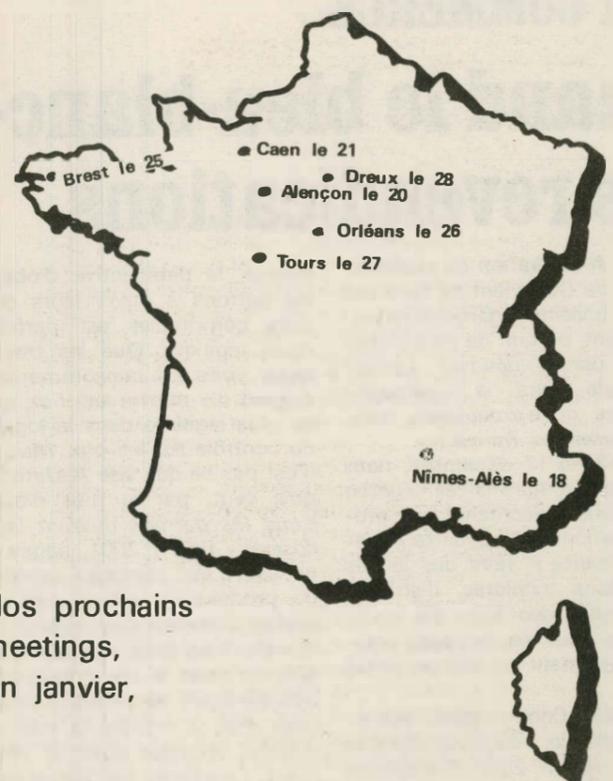


IL NOUS FAUT 1 000 000 F

• 35 meetings, des centaines de milliers d'affiches... la campagne est lancée et elle coûte cher. N'attendez pas pour nous aider



FD 75		Elen	100	Patrick et Christine, Villeurbanne	100
Tolbiac	1 111,30	Jean-Louis	10	Strasbourg	
Alain, Christine, EDF	50	André	75	Cellule ouvrière, sympathisants	
Nous, enseignants	20	Michel	20	et nouilles aux petits pois	160
Il, 13 ^e	100	Jeanine	100	Anonyme	50
Joëlle	20	Thomson-Issy		Dunkerque	
Philippe	30	Dominique	200	MF, deuxième tournée :	
Cellule Yon Sosa	100	Alain	100	à défaut de primes,	
Cellule bâtiment	450	Patrick	200	il y a la paye	100
Etudiants CHU Pitié	500	Bernard	200	Le Puy-en-Velay	810
SNCF Sud-Est	1 300	Geneviève	200	Millau	2 000
FD 94		Nasreddine	100	Tours	
LEP	300	Pontoise		Patrick	500
EDF	300	Martine	200	Patrick	100
Créteil	350	Michèle, Ecole normale	100	Reçu directement à Montreuil	
FD 91		Christiane R.	150	Le médecin de Berlin	1 000
JP, CEV-Brétigny	15	François	50	SETE Michel	400
C.G. CEV-Brétigny	35	Christian et Katia	200	Paris 19 ^e , Josiane	200
FD 92		Rainer	250	Rueil, Philippe	100
Dix copains et copines		Sarlat		Montpellier, Laurent dit	
du CTA d'Issy	1 010	Denise L.	100	« Big Brother », ex-LCR	100
Retraité	20	Yvonne V.	100	Pour arrondir	0,70
CNET-Issy	80	Jacques Q.	50		
CNET-Issy	70	Philippe D.	70	Total semaine	13 587
ORTF-Issy Jamel	50	Patrick R.	100		1 800
Marc	50	Alain L.	100		
Hervé	40	Gérard P.	100		
Andrée	400	Jean R.	100	Ancien total	146 512
B.	100	Lyon			
K.	10	David, Brignais	30	Nouveau total	161 899
ANPE-Issy		Christine, Dominique, Brignais	100		
Martine	50	Françoise, Lyon	100		



Nos prochains meetings, en janvier,

35 MEETINGS EN 2 MOIS

JANVIER

- Mardi 11, Villetaneuse (faculté)
- Mercredi 12, Saint-Denis (faculté)
- Jeudi 13, Nanterre (faculté)
- Lundi 17, Paris Jussieu (faculté)
- Mardi 18, Nîmes-Alès
- Jeudi 20, Alençon
- Vendredi 21, Caen
- Lundi 24 Paris, faculté de Tolbiac Evry (Essonne)
- Mardi 25, Brest
- Mercredi 26, Dreux
- Jeudi 27, Tours
- Vendredi 28, Orléans
- Lundi 31, Argenteuil

FEVRIER

- Mardi 1^{er}, Poitiers
- Mercredi 2, Le Havre
- Jeudi 3, Nancy
- Vendredi 4, Strasbourg
- Lundi 7, Agen
- Mardi 8, Pau
- Mercredi 9, Bordeaux
- Jeudi 10, Lille
- Vendredi 11, Trappes
- Lundi 14, Rennes
- Mardi 15, Nantes
- Mercredi 16, Besançon
- Jeudi 17, Montbéliard
- Vendredi 18, Grenoble
- Lundi 21, Gennevilliers
- Mardi 22, Vitry
- Jeudi 24, Saint-Denis
- Vendredi 25, Clermont
- Lundi 28, Martigues-Marseille

MARS

- Mardi 1^{er}, Toulouse
- Mercredi 2, Albi
- Jeudi 3, Perpignan
- Vendredi 4, Paris



Le dernier meeting de l'année 1982 s'est tenu à Chambéry. Dans cette ville, la LCR a commencé à se construire il y a moins d'un an et le meeting organisé avec la participation de notre camarade Alain Krivine représentait sa première apparition

publique. Près de quatre-vingts personnes étaient présentes à la réunion et ont assisté au débat. Plusieurs sympathisants et sympathisantes ont décidé de commencer la nouvelle année en rejoignant notre organisation.

- Je souhaite m'associer à la campagne municipales
- Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire
- Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne
- je verse F
- je verserai F par mois (chèque à l'ordre de la LCR)
- A retourner à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

NOM

Prénom

Profession

Adresse

Vers un accord unitaire pour des listes communes aux municipales

La campagne municipale est commencée. Affiches, panneaux publicitaires, déclarations politiques et petites phrases vantent partout les mérites du maire ou des candidats à sa succession qui tous, bien sûr, ne pensent qu'au bien de leur commune. Et pourtant, tout le monde le sait, l'enjeu des élections de mars prochain n'est pas seulement, ou pas principalement, municipal. Deux ans après l'élection de Mitterrand et d'une large majorité de députés socialistes et communistes à l'Assemblée, deux ans après la formation d'un gouvernement essentiellement composé de ministres représentant le PS et le PCF, l'enjeu de cette consultation dépasse de loin les limites, en principe locales, du scrutin. Ces élections sont en effet les premières élections générales depuis les législatives de juin 1981. Elles seront le premier sondage grandeur nature sur l'audience des partis de droite dans l'opposition et celle des partis de gauche au pouvoir. Et c'est pourquoi le résultat en sera tellement important pour la situation politique à venir.

A droite, on l'a bien compris. Giscard et Chirac se sont symboliquement serrés la main pour conclure un armistice qui devrait permettre au RPR et à l'UDF de se présenter ensemble dans la plupart des grandes villes afin d'espérer en déloger le PS et le PCF grâce au mécontentement d'une partie croissante des électeurs du 10 mai. A gauche, on redoute les conséquences électorales de la politique d'austérité, de plus en plus impopulaire parmi les millions de gens dont elle rogne le niveau de vie. A onze primaires près, le PS et le PCF se serrent donc les coudes pour faire croire que leur « Union de la gauche » peut seule mettre en échec une offensive patronale et réactionnaire que leur politique de capitulation encourage pourtant tous les jours.

C'est justement pour donner aux travailleurs les moyens d'un autre choix que la Ligue communiste révolutionnaire se bat, depuis la rentrée de septembre, pour que toutes les organisations et tous les militants qui veulent dire non au retour de la droite et non à la politique d'austérité du gouvernement présentent ensemble des listes unitaires aux prochaines élections municipales, dans un maximum de villes du pays. Pour quelques strapontins, la direction du PSU s'est ralliée (sans armes ni bagages) aux listes de soutien au gouvernement, dans les conditions qui lui sont faites par Jospin et Marchais. Cependant, plusieurs sections locales du PSU n'acceptent pas cette politique opportuniste et ont engagé des discussions avec les militants de la LCR dans la perspective de listes révolutionnaires communes, correspondant localement à la plate-forme nationale qui en assurerait le lancement unitaire. De la même manière, de nombreux militants syndicaux, des membres actuels ou anciens du PS ou du PCF, des travailleurs sans affiliation politique ont d'ores et déjà manifesté leur accord pour une campagne unitaire clairement tournée contre l'offensive revancharde de la droite et nettement dirigée contre les mesures d'austérité du gouvernement, pour une politique véritablement au service des travailleurs et conforme aux aspirations du 10 mai. C'est un signe très encourageant pour le succès de cette campagne que, presque partout, beaucoup d'entre eux seront présents sur ces listes.

Du côté de l'extrême gauche, la direction de la LCR a rencontré les représentants de toutes ses organisations. Certaines d'origine maoïste, comme le PCR et le PCML, sont engagés dans une voie sans issue : celle de l'intégration aux listes d'Union de la gauche, tout en manifestant leurs critiques envers l'orientation actuelle du gouvernement. D'autres petits groupes, comme l'AMR et les CCA, refusent toute perspective d'un accord politique national entre formations révolutionnaires pour lui préférer, probablement en vain, celle de comités locaux « autogestionnaires » aux bases politiques aussi floues que variées. Les dirigeants du PCI ont jusqu'à présent rejeté les propositions unitaires de la LCR (voir « Rouge » du 19 au 25 novembre). Par sectarisme avec la section française de la IV^e Internationale, ils refusent tout accord pour les municipales, sous prétexte que la LCR se prononce pour un « bloc avec la bourgeoisie » (!!!) ; mais, en même temps, sans doute par opportunisme envers les agents français de la II^e Internationale — le PS —, ils n'hésitent pas à proclamer que « partout où les candidats du PS et du PCF — et tous ceux qui sont attachés au respect de la démocratie ne peuvent que le souhaiter ardemment — s'engageront au respect du mandat, le PCI conduira dès le premier tour la campagne la plus ardente pour le vote en leur faveur ». La direction du PCI met en effet beaucoup d'ardeur à défendre cette mauvaise cause : il suffirait donc qu'un quelconque maire ou député s'engage à respecter ses engagements (au fait, lesquels ?) pour qu'on oublie aussitôt son appartenance à la direction d'un parti qui soutient sans faille une politique de « rigueur » contre les travailleurs...

Avec Lutte ouvrière, les discussions en cours depuis plusieurs semaines sont déjà très avancées. Le principe et le texte d'une plate-forme politique sont déjà arrêtés. Restent à mettre au point les dernières clauses d'un protocole d'accord entre les deux organisations qui leur permettent à la fois de faire campagne commune sur ce qui est décisif aujourd'hui (contre le retour de la droite et contre l'austérité de gauche, pour la défense des intérêts des travailleurs face à la crise du capitalisme), tout en préservant la possibilité pour chacune d'entre elles de développer ses propres positions en cas de désaccord. C'est par exemple le cas en ce qui concerne la consigne de vote, là où il n'y aura pas au premier tour de listes soutenues par la LCR et LO et au second tour (lire l'article ci-dessous). Ainsi, dans la plupart des grandes villes du pays, dans de nombreuses banlieues ouvrières, les travailleurs qui veulent voter à gauche sans soutenir la politique du gouvernement auront les moyens de dire vraiment ce qu'ils pensent, de se faire entendre : nous ne voulons pas du retour de Giscard et Chirac, mais nous ne voulons pas non plus de la politique de Mitterrand, Mauroy, Jospin et Marchais. Nous voulons un vrai changement pour tous ceux et toutes celles qui vivent de leur travail.

Et plus cette voix-là sera forte, plus cela comptera aussi et beaucoup pour la suite. Après les élections.

C. M.

Abstention : fausse route !

• Alors qu'un accord se dessine avec Lutte ouvrière nous jugeons souhaitable de préciser notre position sur leur appel à l'abstention

Lutte ouvrière, dans son numéro du 25 décembre 1982, a publié un article pour défendre la consigne de vote de cette organisation aux municipales, dans les communes où il n'y aura pas de listes révolutionnaires. Sous le titre : « *Gauche, droite ! Refusons de marcher* », cet article appelle à l'abstention ou au vote en blanc. « *La position de Lutte ouvrière est simple : votez pour les listes des candidats révolutionnaires là où il y en aura de présentées, et là où il n'y en aura pas, ne cautionnez pas les listes gouvernementales, abstenez-vous ou votez blanc !* »

Ainsi, pour Lutte ouvrière, le vote pour les listes conduites par le PS ou le PCF serait, en fait, un geste de caution de la politique gouvernementale, alors que l'un des principaux enjeux de ces élections est justement que les travailleurs puissent exprimer leur condamnation de cette politique. Certes, dans toutes les circonscriptions où il y aura des listes unitaires soutenues par la LCR et LO, celles et ceux qui voudront dire non au retour de la droite et non à l'austérité de gauche auront les moyens de le faire clairement. Mais dans les milliers d'autres, grandes et petites, où les deux organisations ne pourront pas présenter de listes, les travailleurs doivent-ils rester neutres, comme le préconise LO sous prétexte que « *quel que soit le résultat du vote, on s'en servira contre eux* » ?

A la LCR, nous ne le pensons pas du tout.

Gauche, droite : un résultat indifférent ?

L'article de *Lutte ouvrière* donne lui-même la réponse à cette question : « *Un succès électoral de la droite rendrait probablement celle-ci encore plus hardie et arrogante.* » C'est pourquoi, non seulement les travailleurs n'y ont strictement aucun intérêt, mais doivent aussi tout faire pour barrer la route aux candidats patronnés par Giscard, Barre et Chirac. Dans le cadre (évidemment déformé) de ces élections, le seul moyen de réaliser cette œuvre de salubrité publique, là où des listes opposées à la droite et refusant tout soutien au gouvernement ne seront pas en lice, c'est de voter contre la droite en donnant sa voix aux listes conduites par les partis ouvriers, le PS et le PCF. C'est un vote de classe élémentaire, grâce auquel les travailleurs peuvent au moins faire connaître leur opposition résolue aux porte-parole attitrés des capitalistes et les empêcher d'utiliser démagogiquement le mécontentement qui, heureusement, se répand dans les rangs de la classe ouvrière vis-à-vis de l'orientation anti-ouvrière des dirigeants socialistes et communistes qui gouvernent.

En un mot, voter pour le PS ou le PCF, c'est voter d'abord contre les partis de la bourgeoisie et ne pas permettre à leurs chefs de se prévaloir d'un succès électoral pour prétendre que le gouvernement a été sanctionné parce qu'il allait trop à gauche. D'ailleurs, Mitterrand, Mauroy, Jospin et Marchais ne manqueraient pas non plus d'utiliser le score du RPR et de l'UDF pour infléchir encore davantage leur politique dans un sens favorable aux « entreprises », comme ils disent, c'est-à-dire aux patrons et aux banquiers. Alors, même sous cet angle-là, on ne voit pas quel bénéfice les travailleurs pourraient retirer d'une abstention qui aiderait la droite à pavaner après les résultats et qui pousserait la gauche gouvernementale à lui faire encore plus de cadeaux. Cela s'est déjà produit à l'issue des cantonales de

mars 1982. La leçon est probante pour mars 1983.

Voter PS-PC : cautionner le gouvernement ?

Bien sûr, des centaines de milliers de travailleurs se sont abstenus aux cantonales, lors des partielles et aux prud'homales, parce qu'ils croyaient ou voulaient manifester de la sorte leur dégoût d'un gouvernement qui ne tient pas ses promesses et fait pleuvoir sur eux des mesures aggravant chaque jour leurs conditions d'existence. Ils ne voulaient pas cautionner la politique du gouvernement et ils ont refusé de voter pour les partis qui le soutiennent. Il ne s'agit pas pour nous de les convaincre qu'il faut revenir dans le giron du PS et du PCF au nom d'une vitale bataille contre l'offensive de la droite. Mais si l'abstention de 5 à 10 % de l'électorat populaire est une forme presque spontanée de condamnation de l'action gouvernementale, il n'en demeure pas moins qu'en l'absence de solution de rechange positive, cette attitude peut à la longue se transformer en découragement, en démobilisation, en indifférence consolidée par rapport aux échéances politiques.

La droite a tout à y gagner et la classe ouvrière tout à y perdre. C'est pourquoi la première responsabilité des révolutionnaires, par leurs explications, par leurs initiatives, par leur action, y compris dans les campagnes électorales comme celle des prochaines municipales, est de travailler à construire une alternative à gauche du PS et du PCF. En nous préparant à présenter des listes unitaires avec Lutte ouvrière et avec de nombreux militants de diverses origines et affiliations politiques, c'est ce que nous faisons. Et c'est l'essentiel, pour ces travailleurs qui jusqu'à maintenant se sont abstenus pour critiquer le gouvernement, tout comme pour tous ceux qui veulent s'opposer à la droite, mais s'apprêtent maintenant à ne pas voter pour le PS ou le PC parce qu'ils ne peuvent plus suivre leurs dirigeants dans une politique qui n'a rien à voir avec ce qu'ils souhaitent le 10 mai.

Mais les millions d'autres qui votent et voteront encore cette fois pour les partis ouvriers majoritaires, tout ceux-là approuveraient-ils la politique actuelle du « tout pour le profit » ? Non, pas plus qu'en votant PS et PCF, en mai et juin 1981, ils n'étaient forcément d'accord, pour autant qu'ils les aient même connues en détail, avec les propositions de Mitterrand et de Marchais qui annonçaient déjà qu'ils n'avaient pas la moindre intention d'en découdre avec le système capitaliste et le pouvoir des patrons. D'ailleurs, pour cette raison, LO comme la LCR avaient appelé à voter « sans réserve et sans illusion » pour Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle et, quand elles n'avaient pas de candidats, pour ceux du PS et du PCF aux législatives. Sans laisser planer la moindre illusion sur la ligne de ces partis ; pour que les travailleurs chassent la droite et fassent l'expérience d'un gouvernement majoritairement composé de leurs organisations.

Cette expérience dure depuis près de deux ans et, en substance, LO estime que les conditions sont désormais réunies pour qu'en masse les travailleurs rompent avec les dirigeants qui les ont trompés. Malheureusement, la vie est un peu plus compliquée que ça. Il est vrai que les conditions commencent à être réunies, grâce à cette expérience de la gauche au pouvoir, dans des cir-

constances où, si elle le voulait (mais elle ne le veut pas), elle aurait tous les moyens de s'attaquer effectivement au capital. Mais cette expérience doit encore se doubler d'une activité des travailleurs qui, par leurs luttes, imposent un autre cours que celui suivi par le gouvernement actuel. Et parce que des obstacles politiques immenses se dressent encore sur cette voie, les travailleurs — dans leur grande majorité — ne sont pas prêts à abandonner la proie pour l'ombre, en considérant avec LO que « gauche, droite, c'est blanc bonnet et bonnet blanc ». Et comment pourraient-ils le faire, si une solution de rechange crédible (reconnue dans leurs entreprises et au cours de leurs luttes) ne les convainc pas qu'il y a un autre choix possible que le retour de la droite, si le PS et le PC doivent céder la place ?

L'abstention : une aide pour les travailleurs ?

Car l'abstention, c'est peut-être une manière de protester, ce n'est sûrement pas un choix qui fasse avancer en quoi que ce soit la cause des travailleurs. Une chose est d'en comprendre les motifs et la responsabilité écrasante qu'y prennent les dirigeants réformistes ; autre chose, pour des révolutionnaires, est d'encourager ce comportement qui, en dernière analyse, apporte de l'eau au moulin des Giscard et des Chirac. Et si ces derniers parvenaient à leurs fins en revenant au gouvernement, les travailleurs — y compris une partie des abstentionnistes — ne viendraient certainement pas féliciter ceux qui, à l'extrême gauche, auraient prétendu que cela n'avait aucune importance. Tout simplement parce que pour la vie quotidienne de millions d'hommes et de femmes, cela en aura beaucoup. Aucun doute n'est permis sur ce que feraient les battus du 10 mai en matière de salaires, de droits sociaux et de libertés démocratiques.

Cela ne veut pas dire que le PS et le PCF fassent beaucoup mieux que leurs prédécesseurs. Ils font même parfois pire car, la crise économique s'aggravant, les exigences des capitalistes se font plus pressantes. Raison de plus pour permettre à tous ceux et celles qui espèrent que ça va enfin changer vraiment de voter en même temps contre le retour de la droite et contre la politique d'austérité de la gauche au gouvernement, pour une politique au service des travailleurs. C'est décisif en mars 1983. La LCR et LO, ensemble, ont le devoir de rendre cela possible en formant des listes unitaires avec tous ceux qui partagent cet objectif. Après les élections, sur le vrai terrain de la classe ouvrière, celui de la lutte de classes, les effets s'en feront sentir, surtout si les militants de la LCR et de LO prolongent leur initiative unitaire aux élections par une intervention commune parmi les travailleurs.

Alors la position de la LCR est simple : partout où il y aura des listes soutenues par la LCR et LO, votez pour elles, pour dire clairement non au retour de la droite et non à la politique d'austérité de la gauche. Là où il n'y en aura pas, votez contre la droite en donnant votre voix aux listes conduites par le PS et le PCF, sans soutenir leur politique anti-ouvrière et pour assurer les meilleures conditions au combat des travailleurs contre les mesures du gouvernement, pour la défense jusqu'au bout de leurs intérêts.

Charles Michaloux

Mitterrand à Latche : « Si les jeunes disposent d'une formation adaptée aux besoins de la société moderne, ils trouveront du travail ».

ECOLE PRIVEE, FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

«Intégrée», l'école privée restera privilégiée

•Toujours financée par l'Etat, elle conservera également son «caractère propre»

MITTERRAND a donné un singulier éclairage aux propositions de Savary sur le futur service d'éducation. Le président a, en effet, ouvert « la voie d'un vaste secteur dans lequel il y aurait des établissements d'intérêt public » — EIP, les actuelles écoles privées NDLR —, où chacun pourrait choisir sa préférence, en particulier en matière spirituelle. Un seul service donc, où chacun pourrait choisir un établissement selon son « projet », de nature pédagogique,

intellectuelle, sportive ou spirituelle... Ecole de curés, école « Freinet », lycée « sport-études », ou école « traditionnelle », tout dans le même sac : le marché est ouvert, au sein d'un service qui n'aurait plus guère de public que le financement.

Ainsi, non seulement le financement par l'Etat des écoles privées serait pérennisé, mais encore, le « caractère propre » de ces écoles (qui n'est rien d'autre que la marque de leur particularisme idéologique et social) serait étendu aux écoles

publiques sous la forme du « projet d'établissement ».

De plus, en autorisant les établissements publics à recruter des élèves hors du secteur géographique qui leur est actuellement assigné, le gouvernement introduirait la concurrence entre les écoles publiques : les unes, de « bonne réputation », pourraient trier les demandes d'inscription ; aux autres reviendrait le « reste », les élèves qui ne savent pas détecter les établissements-phares, ou qui n'ont pas un assez bon dossier.

Enfin, la décentralisation donnerait les moyens aux collectivités locales de peser sur la définition du « projet d'établissement », et de moduler leur financement selon la nature de ce projet.

Dualisme scolaire

Le résultat de l'opération est clair : les écoles privées ne sont pas intégrées, puisqu'elles conservent leur « caractère propre », d'une part, et qu'il ne fait aucun doute que les gestionnaires du privé conserveront la prééminence dans la gestion des EIP, d'autre part.

En revanche, la négociation avec la hiérarchie catholique aura servi à intégrer la concurrence au service public.

C'est donc le pluralisme institutionnel, le dualisme scolaire dans le service « public » qu'a choisi Mitterrand. Le frère Gouault, dirigeant de l'enseignement catholique, ne s'y est pas trompé : « Lorsque François Mitterrand affirme que l'enseignement libre sera pluraliste, décentralisé, privé, j'en

suis extrêmement heureux. (...) J'ai apprécié qu'il soit le garant des choix spirituels. » Et Jean Popper, bien en peine de trouver dans le discours présidentiel un accent intégrationniste, a préféré n'en retenir que « l'hommage rendu à l'enseignement public ». Le secrétaire du PS change donc de sujet...

Du côté du gouvernement, plus aucun doute n'est permis sur ses intentions. Du côté de la droite, ceux qui penseraient qu'elle va savourer ses premiers succès et baisser d'un ton se tromperaient lourdement : jamais les concessions du gouvernement ne l'ont calmée. Toujours, le RPR, l'UDF et le CNPF ont pris appui sur les reculs du gouvernement pour le contraindre à en donner davantage.

Le scénario tout tracé

Le scénario est donc tout tracé : contre le plan Savary, la hiérarchie catholique va avancer des contre-propositions. Pour obtenir le maximum de garanties : 1) sur la gestion des nouveaux EIP ; 2) sur l'adaptation de l'école publique au modèle libéral ; 3) sur le statut des enseignants du privé, afin d'empêcher qu'ils ne soient titularisés dans la fonction publique, parce que dans le privé, tout ce qui va dans le sens de l'indépendance des personnels va à l'encontre du « caractère propre » !

En appui à ces propositions, la droite fera rouler la grosse caisse : nouvelle tournée de rassemblements et tohu-bohu



Une école de qualité pour tous.

à l'occasion des municipales en mars prochain.

Ce qu'il reste à faire aux laïcs (c'est-à-dire aux travailleurs et à leurs organisations), est donc simple :

— barrer la route à la droite ; — ne pas lui laisser le champ libre ;

— organiser des rassemblements dans les régions, et montrer, par une grande manifestation à Paris, que la force qui s'était rassemblée le 9 mai

au Bourget à l'appel du CNAL n'a pas désarmé. L'exigence de grandes initiatives doit monter de l'intérieur des organisations laïques.

Mais, sans attendre, dans les villes, dans les établissements, il faut rassembler les forces de celles et ceux qui disent « Oui à l'intégration laïque. Non au "caractère propre" et à la concurrence dans le service public ».

Nicolas Jeanson

L'Eglise n'ira pas négocier, si...

Le père Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, a clairement posé ses conditions à l'engagement de la négociation avec Savary, dans une interview au Quotidien de Paris du 4 janvier : « Le préalable, c'est effectivement que le gouvernement propose une nouvelle base de négociations. Nous n'irons pas aux négociations avec comme point de départ le texte de M. Savary. C'est une hypothèse aujourd'hui exclue. Nous ne changerons pas d'avis sur ce point. Les bases de ce texte nous semblent mauvaises et nous n'irons pas négocier sur un point de départ que nous n'acceptons pas. »

« Et surtout sur un point de départ qui ne nous offre pas le minimum de garanties que nous acceptons même d'en discuter. »

La hiérarchie catholique ne saurait être plus claire sur ses prétentions : c'est tout ou rien. Cette réaction ne laisse que deux issues à Savary : soit céder davantage de terrain encore à l'école privée, soit assumer les responsabilités que lui confère le vote du 10 mai, et proposer au vote de la majorité PS-PC à l'Assemblée une loi de nationalisation laïque.

Le temps passé dans les consultations n'est pas perdu pour tout le monde : loin de se « dépassionner », la droite et la hiérarchie catholique s'organisent, et font monter les enchères. Il est temps que Savary gouverne contre elles.



Des stages pour les jeunes chômeurs?

•L'inadaptation de la formation n'est pas la cause du chômage des jeunes

Si les jeunes disposent d'une formation adaptée aux besoins de la société moderne, ils trouveront du travail », a déclaré Mitterrand. Manière de dire que l'inadaptation de l'école est pour beaucoup dans le chômage de la jeunesse. Et, c'est faux. Pour trois raisons :

1) Depuis l'ouverture de la crise, le nombre de jeunes diplômés n'a pas diminué. Au contraire. « La part des jeunes qui quittent le système scolaire en ayant reçu une formation professionnelle complète sanctionnée par un titre est passée de 33 % en 1973 à 44 % en 1979 », selon l'INSEE. Autrement dit, plus l'école dispense des qualifications aux jeunes, plus ceux-ci (considérés dans leur ensemble) ont de probabilités de chômer...

2) Si le chômage des jeunes était imputable à l'insuffisance des formations, on devrait remarquer deux phénomènes. D'abord, la croissance du volume d'offres d'emplois non satisfaites dans les métiers à haute formation : or, rien de cela ! Deuxièmement, il serait logique que les entreprises soient contraintes d'embaucher de plus en plus de jeunes au-dessus de leur qualification, « faute de mieux » : or, c'est le mouvement inverse qui se produit. Une part croissante des jeunes est embauchée en dessous de sa qualification. Ainsi, 40 % des jeunes titulaires d'un CAP ou d'un BEP sont dans ce cas. Autre exemple : la probabilité, pour un jeune garçon bachelier, de devenir cadre moyen ou technicien, est passée de 57 % à 31 % entre les deux périodes de 1965-1970 et 1972-1977 ; par contre, la probabilité d'occuper un emploi d'ouvrier est montée de 16 % à 35 %, et celle de devenir employé de 7 % à 16 %.

Publiquement, la bourgeoisie a toujours nié la tendance au déclassement à l'embauche. Mais le VIII^e Plan programait tout à fait officiellement des flux de sortie de jeunes diplômés supérieurs aux créations d'emplois correspondantes. Et, confiance pour confiance, voici ce que notait une étude de l'OCDE en 1977 : « Avec les progrès de l'éducation, beaucoup ont maintenant de plus hautes visées, et espèrent trouver un emploi et faire une carrière dans laquelle ils pourront utiliser leurs connaissances et trouver davantage de possibilités de satisfaction et d'épanouissement personnel. »

Mais la structure de l'emploi dans l'économie et le contenu de la plupart des tâches ne correspondent plus à ce niveau supérieur d'instruction et d'aspirations. Certains signes laissent même prévoir une augmentation à long terme de la sous-utilisation de la main-d'œuvre... »

3) Alors que le chômage global permettrait aux patrons d'embaucher plutôt des adultes dotés d'une expérience professionnelle que des jeunes, une telle tendance ne se réalise pas. Les jeunes conserveraient-ils tous leurs attraits pour les employeurs ? Ainsi, la part des jeunes dans les embauches des entreprises n'a que très peu baissé, passant de 12,2 % en 1973 à 11,4 % en 1979. L'INSEE en déduit : « L'augmentation du nombre des jeunes qui ne trouvent pas d'emploi n'est pas liée à une diminution de la part relative des débutants parmi les personnes qui ont été embauchées, mais à la baisse globale des recrutements de main-d'œuvre par les employeurs : ceux-ci ont diminué de 16 % entre 1973 et 1979, passant de 4 330 000 à 3 634 000. »

Il faut donc bien finir par admettre que le chômage des jeunes ne tient pas à la situation particulière de la jeunesse ou à un défaut de sa formation, mais au ralentissement des créations d'emplois, aux effets de la crise capitaliste.

Il n'y a pas de solution spéciale-jeunes au chômage des jeunes. Il ne peut y avoir qu'une solution globale à la crise économique du capitalisme.

N. J.

Il faut développer l'enseignement technique public

Il manque environ 50 000 places dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP), et beaucoup des moyens nécessaires à la lutte contre l'échec scolaire font défaut. Les crédits d'équipement n'augmentent que de 6 % dans le budget 1983. La subvention spéciale votée en 1981 pour le renouvellement du parc-machines (plus de la moitié d'entre elles ont 10 ans d'âge et plus) n'est pas reconduite.

Il faut un programme de constructions scolaires et d'équipement en machines pour les LEP. Voilà des besoins sociaux non satisfaits qui donneraient des commandes aux secteurs du bâtiment et de la machine-outil.

La taxe d'apprentissage versée par les entreprises rapporte quatre fois plus de crédits par apprenti de CFA (centre de formation d'apprenti) que par élève de LEP : car les patrons sont libres de verser cet impôt à l'établissement de leur choix, et ils choisissent « leurs » établissements.

Il faut imposer le versement de la taxe d'apprentissage à l'Education nationale, la nationalisation des CFA et leur transformation en LEP publics.

Adaptation au poste de travail et « formation » sur le tas d'un côté, enseignement technique public de l'autre : il faut choisir. Le gouvernement ne conçoit pas l'apprentissage et les « stages » comme un héritage du passé ou des filières à résorber.

Il en fait un système, il les justifie pédagogiquement et économiquement. Il veut les développer. Bertrand Schwartz, dans son rapport sur « l'insertion sociale et professionnelle des jeunes », approuvé par les représentants du gouvernement, préconise d'impulser l'apprentissage par trois mesures : 1) complément de salaire aux apprentis, de 10 % du SMIC ; 2) maintien de l'exonération des charges sociales patronales ; 3) développement de « l'apprentissage industriel » dans les PME, pour lesquelles « des mesures spéciales d'incitation seront prises ». Tel est le prix du « compromis historique » avec les « petits » patrons.

Le patronat veut faire payer les embauches par les fonds publics, c'est-à-dire par les travailleurs eux-mêmes ! Il faut en finir avec le détournement des fonds publics.

Lors de ses assises nationales de Villepinte, le CNPF avait mis en tête de ses huit propositions l'embauche de 600 000 jeunes chômeurs. Pure démagogie, ou excès de philanthropie ? Ni l'une, ni l'autre. Le patronat a, à la fois, beaucoup à craindre et beaucoup à espérer de cette masse de jeunes sans emploi. La crainte est de nature sociale : l'oisiveté n'est-elle pas la mère de tous les vices ? Mais l'espoir est d'ordre économique : des centaines de milliers de « stagiaires » embauchés sans reconnaissance de leur qualification, avec exonération des charges sociales patronales et rémunération du jeune travailleur partiellement assurée par l'Etat : ce serait tout bénéfique pour le patronat.

Et voici que Mitterrand saisit la balle au bond : 100 000 « stagiaires Rigout » de 16 à 18 ans, ce n'est pas suffisant ; il conviendrait d'élargir le système aux jeunes de 18 à 25 ans. La formation des jeunes ayant quitté l'école est désignée par le président comme le premier des quatre objectifs prioritaires de son gouvernement en 1983.

Après la question laïque, et non sans rapport avec elle, l'insertion professionnelle des jeunes est en passe de devenir une affaire politique nationale.

Une nouvelle forme de gestion du chômage des jeunes se met en place, qui prétend lier formation professionnelle complémentaire et embauche. Giscard avait, trois mois avant sa chute, adopté un « plan quinquennal de formation professionnelle » pour les jeunes, englobant les « stages Barre », l'apprentissage, et l'alternance école/entreprise.

C'est un dispositif de même nature qui est repris par le gouvernement Mauroy : « stages Rigout », « amélioration et développement de l'apprentissage » (la formule est officielle) et « extension des séquences éducatives en entreprise à tous les LEP » (circulaire du ministère de l'Education nationale).

L'un et l'autre de ces plans se prévalent de la même idée selon laquelle le chômage des jeunes serait le produit de l'inadéquation de leur formation aux emplois. Idée fautive, mais pas sans conséquence sur l'avenir de l'enseignement technique public et de la jeunesse. C'est pourquoi il convient d'y répondre.

C'était il y a trois ans. Aujourd'hui, rien n'est réglé.



M. Bouchareissas (CNAL) : « La formule de M. Mitterrand : créer un grand service public unifié et laïque, ne figure pas dans le texte de M. Savary. »

Le Monde a réalisé plusieurs interviews après la publication du plan Savary. On en retiendra deux, celle du père Madelin, provincial des jésuites français, et celle de Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL).

Madelin vante la souplesse de l'enseignement privé, comparé à l'Education nationale : « Moi, je crois que ce qui fait le succès de l'enseignement privé, c'est qu'il n'est pas trop gros, qu'il a des unités décentralisées et qu'il est capable de négocier la demande d'éducation des gens en fonction de critères assez personnels des parents. C'est pourquoi il ne faut pas commencer par intégrer puis réformer après. Je pense que la

pensée de M. Savary c'est de faire les deux à la fois mais c'est un exercice difficile. »

Et Madelin distingue « traditionnellement dans le socialisme, deux conceptions de l'Etat — ici je vais faire du rocardisme ! : il y en a une qui privilégie, au nom de l'intérêt national, l'intervention de l'Etat (...) Et il y a une autre conception (...) très démarquée du modèle marxiste, qui, au contraire, voit dans l'Etat celui qui pose les règles du jeu, qui donne les règles de fonctionnement et qui renvoie l'essentiel aux agents locaux décentralisés, aux initiatives, aux responsabilités locales ».

Michel Bouchareissas, portant jugement sur les propositions de Savary, affirme : « Nous ne retrou-

rons pas, à l'examen, tout ce que nous espérons et qui avait engagé toute la gauche. Par exemple, la finalité de la démarche ministérielle n'est pas suffisamment nette. La formule de M. Mitterrand : créer un grand service public unifié et laïc, ne figure pas dans le texte de M. Savary. » Deuxième critique : « Nous faisons grief à la gauche de sa lenteur. Nous sommes d'accord qu'il faut procéder avec circonspection, mais nous pensons qu'il faudra décider. » A ce propos, Bouchareissas fait part de sa « crainte que l'intention de la droite politique et des dirigeants de l'enseignement privé ne soit de faire pourrir la négociation.

Je souhaite me tromper. Si les points de vue se révélaient incon-

ciliables pour parvenir à ce qu'un jour le dualisme scolaire n'existe plus, il est bien évident que le Parlement devrait trancher et que la loi devrait inscrire dans le texte les décisions que le pouvoir politique prendrait : quand, comment existera enfin, en France, un grand service public unifié et laïc ».

Enfin, Bouchareissas se prononce pour « un service pluraliste dans sa conception de la laïcité, mais non dans ses structures, car il s'agirait de dualisme et non de pluralisme. Or, il ne peut être question de dualisme. Sinon on aurait complètement perdu son temps : cela reviendrait à institutionnaliser et à pérenniser la situation actuelle, celle d'un enseignement à caractère propre, financé par la collectivité ».



Les leçons politiques des élections universitaires

LES élections universitaires qui viennent de se dérouler prennent une importance particulière. La réforme des universités de Savary était connue, et venait d'être publiée le rapport Domenach qui doit servir de base à l'écriture d'une réforme des Oeuvres universitaires. Contrairement au passé, les élections dans les Oeuvres universitaires ont eu lieu en même temps que celles dans les conseils de gestion d'université et d'UER... Nous retiendrons essentiellement ce qui s'est passé dans les Oeuvres universitaires, qui se tenaient partout autour de listes nationales.

Baisse de la participation et politique gouvernementale

La participation à ces élections, compte tenu du nombre des électeurs, peut paraître faible: 13%. Cependant, mis en rapport avec le chiffre moyen d'étudiants venant manger à midi dans les restaurants universitaires (chiffre sans doute plus proche de la réalité du nombre d'étudiants présents dans les cours), elle s'approche de 40%.

Aussi, la baisse de 2% de la participation, sans être une chute, marque, outre la confusion qui a régné entre les deux scrutins se déroulant le même jour, l'absence d'enthousiasme pour la politique gouvernementale. Malgré la volonté affichée de Savary d'inciter à la participation, les étudiants n'accrochent pas. L'aggravation de la sélection, la remise en cause des Oeuvres universitaires ne peuvent que produire cet effet. A vouloir tourner le dos aux revendications exprimées depuis toujours par la jeunesse, Savary ne peut que produire une démobilisation pour ces élections.

En effet, dans le rapport Domenach, il apparaît deux choses:

- « Jamais on n'aura réalisé aussi peu de construction qu'en 1981 et 1982. » Il faut d'ailleurs prévoir « une accentuation de la baisse » alors que le nombre d'étudiants augmente de 3% par an.

- Il est proposé de faire payer aux étudiants le prix total de ce qu'ils mangent. Le ticket de restaurant universitaire passerait donc de 6,25 F à plus de 10 F, sans aucune amélioration de la qualité.

On comprend mieux ainsi pourquoi les étudiants hésitent autant à aller voter pour des Oeuvres universitaires dans lesquelles ils ont du mal à reconnaître une véritable aide à poursuivre leurs études. On retrouve le même phénomène dans les autres élections universitaires.

On aurait pu croire que face à la politique gouvernementale, les organisations syndicales étudiantes s'activeraient, notamment sur une question comme celle des Oeuvres universitaires, acquis du syndicalisme étudiant.

La perte des voix enregistrée par les deux UNEF (moins 15%) est bien à l'image de leurs errances et de leur opportunisme face au gouvernement. L'UNEF-Renouveau se tait sur la réforme et se borne à demander plus de professionnalisation et plus de stages en entreprise. L'UNEF-indépendante et démocratique, tout en acceptant dans ses réunions internes de critiquer la politique gouvernementale, évite de se prononcer clairement en public.

On peut comprendre alors que si l'UNEF-ID continue à rattraper l'UNEF-RE en nombre de voix — l'écart a diminué de plus de la moitié au bénéfice de l'UNEF-ID —

les étudiants n'en rejettent pas moins leurs querelles sectaires.

En outre, l'irresponsabilité des directions des deux UNEF permet à la CFDT d'engager une entreprise de division supplémentaire du mouvement étudiant avec « Pour un syndicalisme autogestionnaire »; tête de liste sur Paris, Jacques Maire, fils d'Edmond, qui réussit une petite percée électorale.

Le refus de l'unité d'action, l'absence de lutte contre les réformes universitaires préparées par le gouvernement, produisent immanquablement une perte d'influence déjà limitée auparavant.

Une poussée de la droite

A l'opposé, la droite a su ne pas passer à côté de l'échéance politique. Mieux organisée, plus présente que précédemment, elle a su faire de ces élections un test politique. Doublant ses voix en se revendiquant de « l'opposition », comprenant l'enjeu politique que représente le milieu étudiant et son désarroi devant la politique gouvernementale, la droite n'est pas restée inactive. Quand on sait qu'à Lille, sur la seule urne de la faculté catholique, 2 000 étudiants son venus voter pour la liste catho, il est impossible de nier le sens politique d'un tel vote.

Conclure à une montée impétueuse de la réaction à l'université serait exagéré. Elle est incapable actuellement de présenter des listes dans l'ensemble des UER, d'offrir une perspective d'organisation et de défense d'un certain nombre d'intérêts. C'est pourquoi elle est pratiquement rayée de la carte pour ce qui est des élections dans les conseils de gestion.

De plus, il faut ajouter que 60% des votes sont allés au syndicalisme étudiant, ce qui est tout autant significatif.

La leçon

Pour ceux qui ont refusé une orientation radicale contre la politique du gouvernement, qui ont pensé que la crédibilité du syndicalisme étudiant se jouait dans les ministères, il faut déchanter. La construction d'une UNEF de masse veut dire, plus encore que par le passé, l'intransigeance sur les revendications, l'intransigeance sur l'unité pour gagner sur les revendications. Face aux entreprises de division de la CFDT, au sectarisme de l'UNEF-Renouveau, face à la réaction qui tente une opération dans le mouvement étudiant, il faut prendre position clairement. La politique de Savary, ses réformes, loin d'aller dans le sens que veulent les étudiants, sont à l'image des plans du gouvernement dans les autres secteurs: compromis avec les patrons et rien pour les travailleurs et les jeunes.

A tourner le dos à l'orientation que proposaient les révolutionnaires et à avoir entretenu la confusion auprès des étudiants, la direction de l'UNEF-ID n'a pas su drainer le mouvement étudiant vers une UNEF de masse et se trouve rejetée sur le même plan que la direction de l'UNEF-Renouveau. A n'avoir pas su faire de ces élections le premier pas de la mobilisation contre les projets de Savary, l'UNEF-ID a laissé la place à un courant de défiance vis-à-vis des deux organisations étudiantes.

Aujourd'hui à l'université, peut-être plus qu'ailleurs, pour battre la droite, il faut s'opposer à la politique du gouvernement. Telle est bien la véritable leçon de ces élections.

Serge Emery

AVORTEMENT

La droite ne désarme pas

DE la pénalisation on est passé à la légalisation, de la légalisation à la banalisation, de la banalisation au remboursement, et demain déjà se dessine une nouvelle dégradation qui conduit à l'avortement obligatoire. C'est par des phrases de ce genre-là que le député RPR Foyer posait la question préalable, lors du débat à l'Assemblée sur le remboursement de l'avortement.

C'est la vieille droite qui mène des combats d'arrière-garde, a-t-on dit dans plusieurs journaux!

Il n'en demeure pas moins que la droite, toute la droite, a voté en bloc contre le projet, cette fois-ci, à la différence de 1979 et de la loi Veil-Pelletier.

Et si le projet de loi sur le remboursement de l'avortement a été adopté définitivement par l'Assemblée fin décembre, plusieurs indices montrent que cette droite ne désarme pas.

L'Humanité, à la même époque, expliquait que ce n'était « pas tant la teneur même du projet qui importait aux yeux des élus de la droite, mais qu'il était plus juste de dire qu'il s'agissait d'une volonté d'obstruction politique ».

Cela n'est certes pas faux et ce n'est pas nouveau. Mais ce qui est nouveau et plus inquiétant, et que les partis de gauche auraient tort de minimiser, c'est la manière dont la droite ne se contente plus seulement de faire de l'obstruction ou du sabotage, mais tente de mobiliser contre le remboursement de l'avortement, y compris en utilisant des procédés illégaux. Il est quand même assez énorme que le même Foyer ait pu dire d'une loi qui avait recueilli par avance l'adhésion de la majorité des Françaises et des Français: « Votre coup de force de ce soir légi-



timera par contrecoup, quant à la loi en discussion, la désobéissance civile.»

Aussitôt dit, aussitôt fait. La droite ne fait pas de cadeaux, comme en témoigne le Manifeste des contribuables qui ne veulent pas collaborer, par leurs impôts, au remboursement de l'avortement, publié dans le Quotidien de Paris du 27 décembre, ou, toujours dans le même Quotidien de Paris, le manifeste pétition des Femmes libres qui « réclament une aide à la maternité » (et non à l'avortement).

Ce dernier texte s'adresse directement aux femmes et par son titre en appelle à « leurs sentiments maternels ». Mais sous la démagogie éclate la nature réactionnaire de ce texte. Sous couvert d'aide à la maternité, il s'agit en fait d'une remise en cause du droit à l'avortement:

« La législation autorisant l'avortement est, pour une grande part, responsable de ce viol des consciences des futures mères. C'est dénier aux femmes le droit de choisir d'avoir ou pas des enfants. Et pour cause, la droite reste dans ses grandes traditions de politique nataliste où la seule place qui est accordée aux femmes est celle de pondeuses: « Les femmes au foyer qui élèvent des familles nombreuses ne doivent pas être sacrifiées. Leur rôle est irremplaçable, car ce sont elles, et elles seules, qui permettront d'assurer l'équilibre de notre démographie et, par là même, la pérennité de la France. »

Ici, les femmes font des enfants, non parce qu'elles le désirent mais par devoir... pour la France!

Sonia Folloni

Une brochure sur les Etats généraux des femmes

La brochure de compte rendu des Etats généraux sur le Travail des femmes et les femmes dans le travail est sortie!

Rappelons-nous, les 24 et 25 avril derniers, deux mille personnes dont plus de 90% de femmes se réunissaient pour débattre et pour confronter leurs expériences de luttes. « C'est la première fois qu'a lieu une initiative unitaire, permettant de faire le point des débats sur une question aussi importante que le travail entre une partie du mouvement féministe et des organisations syndicales. »

C'est la retranscription de ces débats dans toute leur richesse qui nous est proposée dans la brochure à travers le compte rendu des diverses commissions: « temps de travail », « discriminations sexistes », « équipements collectifs », mais aussi « organisation et droits nouveaux des femmes dans les entreprises » et « l'école et les discriminations dans la formation initiale », pour ne citer que celles-là.

On trouvera les différents points de vue donnés au cours des débats, un engagement de tous et toutes à

les poursuivre, que ce soit sur le temps partiel ou sur « quelle organisation ou regroupement de femmes dans les entreprises? ».

Soulignons aussi les interventions des camarades du Salvador, de l'Association des femmes du Salvador, des Commissions ouvrières de

Catalogne et de l'Intercatégoriale de Turin.

Agréable à lire, cette brochure apporte aussi une série de données chiffrées et des informations précieuses pour l'action militante. A compte d'information, le discours d'Y. Roudy à la Sorbonne ce jour-là, l'intérêt principal étant de relever les changements, du discours aux réalisations concrètes...

Cette brochure a été réalisée par la Coordination des groupes femmes et par le Mouvement français pour le planning familial. Il est dommage que l'URP-CFDT, pourtant organisatrice des Etats généraux, n'ait pas cru bon de s'associer à cette publication et à sa diffusion.

Pour tous et toutes, le compte rendu des Etats généraux constitue un outil important pour la lutte. A lire, et à faire connaître autour de soi.

Pour se procurer la brochure, s'adresser:

— Maison des femmes, 8, cité Prost 75011 Paris Tél. 348 24 91
— Planning familial, 94, Bd Masséna, 9, villa d'Este 75013 Paris Tél. 584 84 18



ETATS-UNIS

Les ghettos noirs au bord de l'explosion

• Les émeutes de Miami révèlent la situation des minorités raciales, premières victimes de la politique d'austérité de Reagan

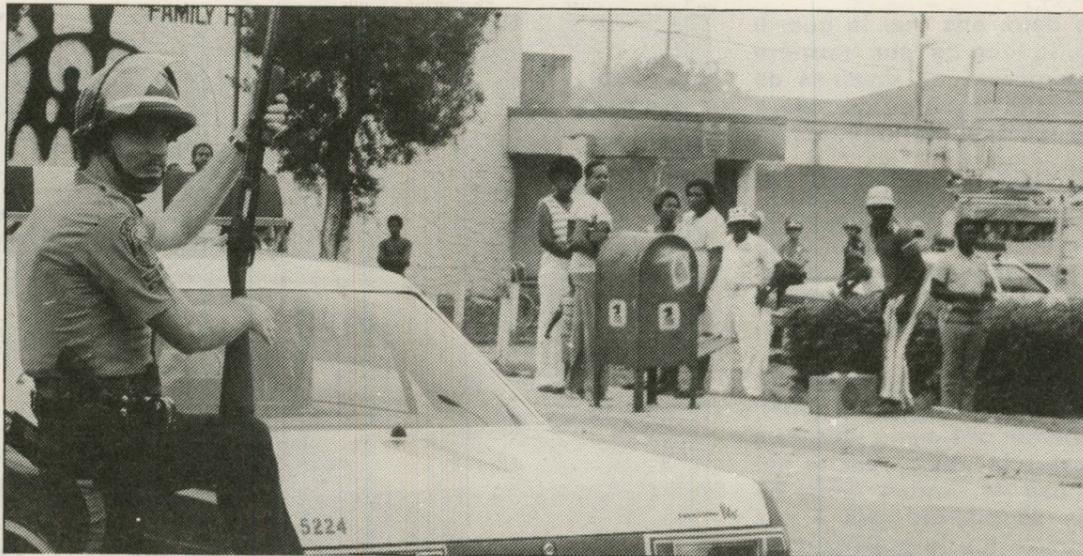
EVENEMENT symptomatique d'une accumulation de matières inflammables aux Etats-Unis ? Les derniers jours de décembre auront vu flamber le ghetto d'Overtown à Miami (Floride). A l'origine des émeutes, la mort d'un jeune Noir de vingt et un ans, Nevell Johnson, abattu par un policier lors d'un contrôle, en raison d'un « geste brusque ». La victime n'était pas armée.

Cet épisode n'est pas sans rappeler que déjà en mai 1980, à huit kilomètres de là, le ghetto de Liberty City s'était embrasé et que les affrontements avaient fait 18 morts, 350 blessés et causé 100 millions de dollars de dégâts. L'acquittement par un jury blanc de quatre flics responsables de la mort d'un jeune homme de couleur avait été considéré comme une provocation par la population.

Racisme institutionnel

« Quand un Noir sur deux se croise les bras faute de travail, pareils désordres sont inévitables », commente un responsable de l'Urban League, l'une des principales organisations de défense des droits civiques. Et il est vrai que les conditions de vie des minorités raciales sont au premier chef responsables de ces affrontements. Selon une étude du sociologue John Reid, de l'université de Howard, les ressources moyennes d'une famille noire n'équivalent qu'à 56 % de celles d'une famille blanche. Le taux de chômage dans cette catégorie de la population est deux fois plus élevé : 20,2 % contre 9,3 % chez les Blancs. Chez les jeunes des ghettos, le pourcentage d'inactivité atteint plus de 60 %. Le taux de mortalité infantile chez les Noirs dépasse presque deux fois celui du reste de la population : 21,8 % contre 11,4 %.

Les habitants d'origine hispanique ne sont pas mieux lotis. Ils



sont bien souvent au-dessous du seuil de pauvreté. 30 % des enfants de moins de quatorze ans de cette communauté vivent dans des foyers totalement démunis. La moyenne de leurs revenus était, en 1978, de 12 500 dollars contre 17 900 pour les autres Américains.

La politique de l'administration Reagan depuis deux ans a sensiblement aggravé cette situation. La restriction ou la suppression des budgets sociaux — tickets d'alimentation au profit des plus pauvres, aides médicale et scolaire, allocations familiales — touchent de plein fouet les minorités raciales. Au cours des années soixante, dans le but de désamorcer la poudrière, la classe dominante avait cherché à favoriser l'émergence d'une bourgeoisie et d'une petite bourgeoisie noires au moyen d'une série de réformes sociales et politiques. Ce qui d'ailleurs n'a jamais entamé sérieusement la ségrégation. En Georgie, Etat du sud des USA, les 26 % de la population noire comptent toujours moins de 4 % d'élus.

De telles velléités ne sont plus de mise à un moment où la citadelle impérialiste est frappée par une récession sans égale depuis la fin des années vingt. Le racisme

qu'on voit réémerger n'est que le produit d'une politique qui vise, en divisant les exploités, à favoriser le développement de véritables poches de misère et à transformer des millions d'hommes et de femmes en citoyens taillables et corvéables à merci, sans droits ni emploi stable. « Officiellement, il n'y a pas de racisme dans la société nord-américaine », indique un responsable noir. Pourtant, l'actuelle politique du président Reagan contient des éléments de racisme, puisqu'elle porte préjudice aux pauvres, au nombre desquels se trouvent une grande majorité de Noirs. »

De plus en plus, l'enseignement public — dont 85 % des effectifs sont constitués d'enfants pauvres, noirs ou hispanophones — devient un réservoir de chômeurs. Très tôt, les études, qui n'offrent aucun débouché, sont délaissées. A Brooklyn par exemple, 40 % des élèves quittent l'école avant l'âge de quinze ans, pour s'entasser le plus souvent dans des logements insalubres où ils se retrouvent avec leurs nombreux frères et sœurs. Comment s'étonner que cela aille de pair avec l'accroissement de la délinquance et que nombre d'adolescents cherchent

des dérivatifs dans l'alcool et la drogue ? Dans le temple de l'économie de marché, deux fois plus de Noirs que de Blancs utilisent de la drogue.

Simultanément, on criminalise les ghettos, qui sont quadrillés et soumis à l'« flotage ». Noirs et hispanophones constituent 70 % de la population carcérale comme le montre un document du Centre de recherches hispaniques de l'université Fordham. En toute impunité, les policiers s'octroient le droit de tuer. « Si un mauvais garçon sort un flingue, explique tranquillement un de ces défenseurs de l'ordre dans le Bronx, quartier miséreux de New York, je tire d'abord, je fais les sommations ensuite. Ne vaut-il pas mieux affronter un jury de douze Blancs qu'être porté en terre par six de mes collègues ? »

« Reagan ne vaut rien »

Dans l'avenir, les choses n'iront pas en s'améliorant. Si les experts affichent aujourd'hui leur confiance en une reprise économique dans le courant de l'année qui s'ouvre, ils admettent en même temps que cette amélioration n'aura pas d'effet sur

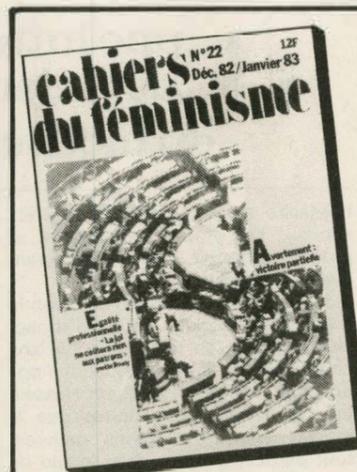
l'emploi. Bien au contraire, pour restaurer la compétitivité des firmes, il faudra continuer à éliminer les « canards boiteux ». Pour réduire quelque peu un déficit budgétaire qui menace de dépasser les 200 milliards de dollars et qui sera encore aggravé par les 232 milliards de dépenses militaires, il faudra augmenter les taxes, ce dont la population laborieuse sera la première victime. Quant au big business, il est bien décidé à imposer de nouvelles réductions des salaires.

A terme, cette situation peut déboucher sur de véritables explosions, dont les affrontements de Miami sont un signe précurseur. Le pourrissement pourrait être d'autant plus dangereux pour les possédants que les différentes minorités connaissent une croissance démographique rapide. Le pourcentage de Blancs dans la population qui était de 86 % en 1970, ne sera plus que de 75 % en l'an 2000. A la même époque, les nombre de « Latinos » se sera accru de 58 % et les Noirs seront plus de 33 millions.

Les politiciens américains, démocrates comme républicains, paraissent conscients du risque. Les résultats des dernières élections, qui se sont soldées par un désaveu massif du parti de Reagan, les signes qui se multiplient d'une radicalisation dans de larges secteurs de la classe ouvrière, les y aident. Lors d'une récente manifestation antiraciste, le slogan dominant était : « Reagan, Reagan, he is no good; Send Him to Hollywood » (Reagan ne vaut rien, renvoyez-le à Hollywood). Il est certain que ce climat nouveau a pesé dans la récente décision de la Maison-Blanche d'abandonner l'essentiel des 26 milliards de coupes budgétaires arrêtées en novembre.

Il reste que l'approfondissement de la crise économique, comme l'accentuation des attaques de la bourgeoisie créent en Amérique comme ailleurs, de nouveaux facteurs d'instabilité.

Christian Picquet



Vient de paraître

Dans le nouveau numéro des Cahiers du féminisme :

— « Trois pas en avant, trois pas en arrière » : une étude détaillée de la loi sur « l'égalité professionnelle des femmes ».

— Rencontre internationale des femmes, au printemps, à Turin : présentation des thèmes de débat de cette rencontre.

— La lutte pour le droit à l'avortement : en France mais aussi au Portugal, en Belgique.

— Israël : « Le Mouvement des femmes de la lutte pour l'avortement à la lutte contre la guerre », un article de nos camarades de la section de la IV^e Internationale en Israël.

— L'interview d'Ana L. Pinaillo, militante du MIR.

— « La géographie de l'excision ne se limite pas à l'Afrique » : que sont les mutilations sexuelles ? d'où viennent ces pratiques ? comment lutter contre celles-ci ?

IRAN-IRAK : « LA

A quelques jours du troisième anniversaire de l'insurrection victorieuse en Iran, alors

Voilà maintenant plus de deux ans que la guerre fait rage entre l'Irak et l'Iran, le long de leur frontière commune. Les victimes se comptent en dizaines de milliers. Dans les zones stratégiques où se déroulent les combats, infrastructures et installations industrielles ont été détruites.

L'attaque irakienne initiale correspondait à des objectifs spécifiques de la direction du parti Baas et du président Saddam Hussein au pouvoir à Bagdad. Mais elle faisait aussi le jeu de l'impérialisme — américain en premier lieu. Celui-ci ne pouvait qu'être favorable à une entreprise visant à affaiblir et, si possible, en terminer avec la révolution iranienne.

Après plusieurs mois de combats, l'Iran parvenait à repousser l'agresseur hors de son territoire national. Depuis lors, les troupes de Téhéran ont mené plusieurs contre-offensives afin de porter la guerre sur le sol irakien. « Nous ne poserons pas de limites. Nous ne cesserons pas tant qu'ils ne se plieront pas à nos conditions. » C'est en ces termes que le président du Parlement iranien, le « Majlis », a défini les objectifs des actions militaires en cours.

En même temps, sur le « front intérieur », la direction Khomeiny, profitant de la situation de guerre, accentuait sa politique répressive. Ses partisans faisaient régner la terreur pour tenter de mettre définitivement au pas le mouvement des masses populaires.

Sur l'origine de l'agression irakienne, l'impact des affrontements sur le processus de la révolution iranienne, la politique de Khomeiny et l'attitude des masses et des militants révolutionnaires d'Iran face au conflit, nous avons interviewé Saber Nikbeen, dirigeant du Hezb-e-Kargaran-e-Socialist (HKS, Parti socialiste des travailleurs), une des organisations se réclamant de la IV^e Internationale en Iran.

Jean-Pierre Beauvais

● Quelle est ton analyse de la guerre Iran-Irak ? Quelles en furent les motivations politiques et que signifie-t-elle pour la révolution iranienne ?

— S. Nikbeen — La guerre entre le régime baassiste de Saddam Hussein et le régime iranien dominé par Khomeiny et les forces qui l'appuient entre maintenant dans sa troisième année. Ces deux dernières années, la nature de la guerre, et par là même l'attitude des travailleurs et des masses opprimées vis-à-vis d'elle, a connu des changements considérables.

Ces changements ont suivi l'évolution d'un certain nombre de facteurs politiques décisifs en Iran, à savoir les étapes du développement de la révolution iranienne et du processus de reconstruction de l'Etat bourgeois après la destruction de l'appareil d'Etat par le mouvement de masse et l'insurrection de 1978-1979.

Il ne peut y avoir de doute sur le fait que Saddam Hussein a déclenché cette guerre avec le soutien tacite des Etats arabes réactionnaires et de l'impérialisme mondial, dans le but d'affaiblir la révolution iranienne et de réduire les menaces qu'elle faisait peser sur les intérêts de la réaction au Moyen-Orient. En ce sens, les marxistes révolutionnaires ne pouvaient donc pas adopter une position neutraliste face à ce conflit. La guerre n'était pas simplement une guerre entre deux Etats bourgeois réactionnaires.

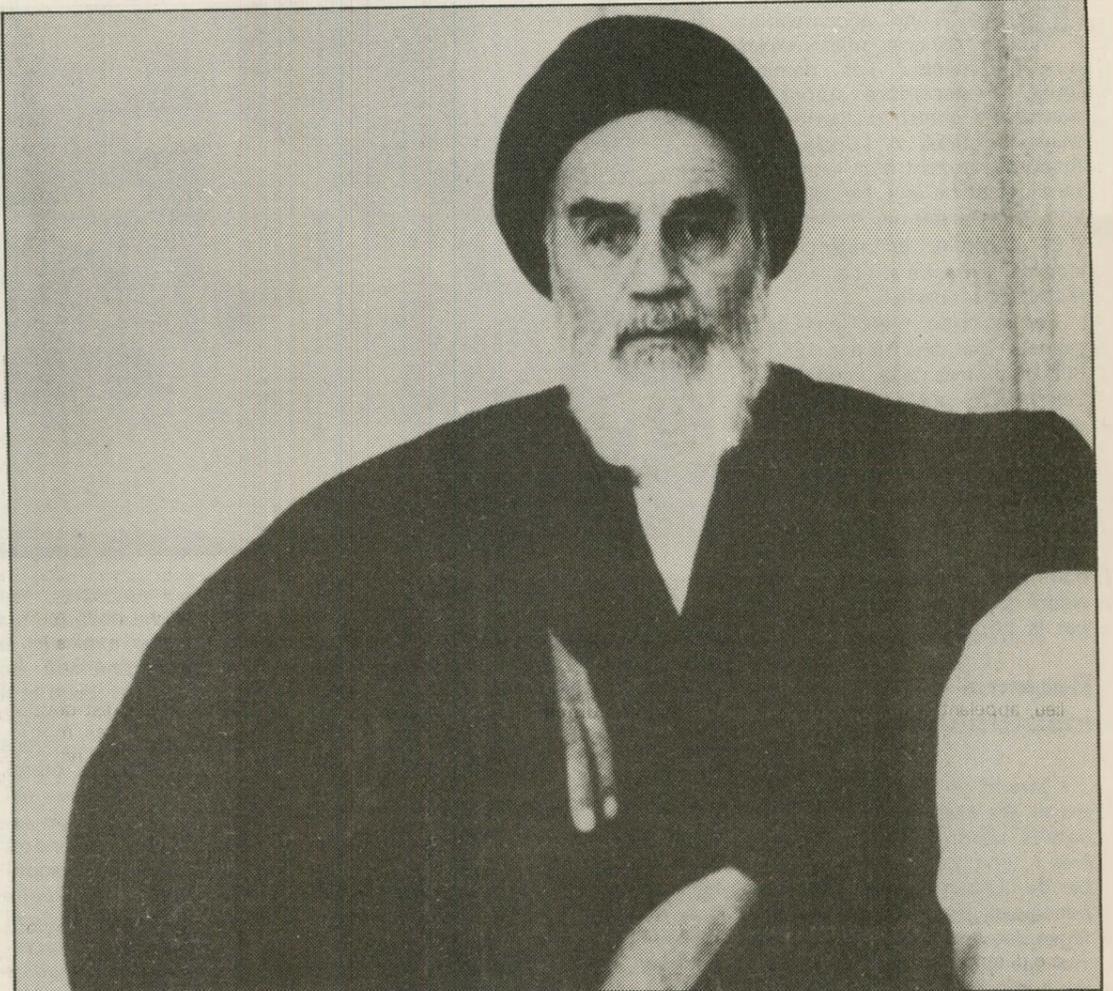
S'imaginer, d'autre part, que le régime de Khomeiny cherchait à détruire les fondements mêmes du régime de Saddam Hussein reviendrait à affirmer qu'il voulait étendre la montée révolutionnaire à toute la région. Il a essayé d'utiliser le mécontentement massif en Irak contre Saddam Hussein jusqu'à un certain point : il a bien pris garde de ne pas aller jusqu'à encourager une montée des masses qui aurait pu prendre des proportions incontrôlables.

Au contraire, le gouvernement Khomeiny a tiré avantage des coups portés contre la révolution iranienne par l'invasion irakienne pour renfor-

cer son emprise sur la situation dans son propre pays. Au sein du régime Khomeiny, la droite a aussi cherché la façon dont elle pourrait se servir de l'invasion pour consolider ses positions. En résumé, la guerre n'a pas été un conflit militaire à deux dimensions, mais plutôt une lutte politique, sociale et militaire à trois dimensions, dont l'enjeu principal est l'avenir du mouvement de masse en Iran.

● Le régime irakien de Saddam Hussein agissait-il simplement comme l'instrument de l'impérialisme en ouvrant les hostilités ?

— Non. Les relations entre les régimes néo-coloniaux et l'impérialisme ne sont pas simples. Le régime



Les baassistes au pouvoir à Bagdad espéraient que la guerre les aiderait dans leur projet de changement d'alliances aux dépens de l'URSS et au profit des Etats-Unis, processus qui était déjà enclenché depuis 1979, après la rupture de l'Irak avec le régime syrien.

Cependant, des contradictions demeuraient entre les buts recherchés par l'impérialisme américain et ceux du régime baassiste. Après le renversement du shah, les Etats-Unis ont dû s'appuyer de plus en plus sur Israël comme leur « allié stratégique » au Moyen-Orient. Ils ne pouvaient en aucun cas compter sur Saddam Hussein pour être leur principal gendarme. Et les sionistes ont clairement fait la démonstration qu'ils ne sauraient accepter le ren-

forcement du régime irakien. Aussi, quand les révolutionnaires de la région ont déclaré que cette guerre servait les intérêts de l'impérialisme (et de Washington tout particulièrement), ce n'était pas parce qu'ils croyaient que le régime irakien menait une politique décidée par les Etats-Unis. La guerre sert objectivement les desseins de l'impérialisme, en créant une situation dans laquelle ce dernier renforce sa position militaire dans la région et accélère ses préparatifs pour une intervention militaire à un stade ultérieur.

● Où en était le processus révolutionnaire iranien lorsque la guerre a éclaté ?

— Au moment où les Irakiens ont lancé leur attaque en septembre 1980, la révolution n'était plus, comme en février 1979, un an et demi auparavant, un mouvement de masse des opprimés sous la direction de Khomeiny. A cause des attaques des

islamiques (*anjomanhaye eslami*), dépendants du Parti de la République islamique (PRI) et liés à l'appareil de répression extérieur à l'usine.

La véritable révolution englobait le mouvement des nationalités opprimées en lutte pour leur autodétermination, les luttes des paysans pauvres pour l'élection de *shoras* ruraux, les luttes des femmes, des étudiants, des soldats et de toutes les couches sociales, pour l'extension des droits démocratiques. La « révolution » de Khomeiny, c'était le génocide des minorités nationales, la destruction des *shoras* de paysans, et la suppression de tous les droits démocratiques.

C'était la première révolution qui était menacée par la guerre. La seconde était déjà perçue comme synonyme de contre-révolution par la grande majorité des masses révolutionnaires.

En fait, l'attaque irakienne est survenue à un moment où les masses

rompaient avec l'emprise de Khomeiny, ce qui a correspondu à un moment de réflexion et de division qui s'est traduit par une chute des mobilisations de masse et par un certain scepticisme de la part de larges couches de la population. La désillusion ressentie face à Khomeiny menaçait de tourner à la démoralisation.

Donc, les Irakiens ont apparemment cru qu'ils pouvaient rapidement remporter des victoires décisives, et établir une base pour les forces de droite en Iran dans des « zones libérées ».

● Quels ont été, en Iran, les premiers effets politiques de cette agression ?

— Les effets immédiats ont tendu à confirmer le projet irakien. Les officiers réactionnaires emprisonnés ont été libérés pour réorganiser l'armée iranienne. Les grèves avaient été interdites auparavant. Mais elles furent, à ce moment, l'objet d'interventions directes de l'armée, pour les briser à l'intérieur même des usines. Pour participer à l'effort de guerre, les travailleurs se sont trouvés forcés « d'augmenter la production », ce qui a impliqué parfois jusqu'à quinze heures de travail par jour, et de donner une partie de leur salaire, en moyenne trois jours par mois. Ils ont également été obligés d'accepter la militarisation des usines par les sociétés islamiques en armes.

Tous les acquis démocratiques obtenus par les soldats ont été réduits à néant, et un code de discipline militaire extrêmement répressif et sévère a été remis en vigueur au sein des forces armées.

Sous le prétexte de la guerre, la campagne contre le peuple kurde a été intensifiée. Le régime prétendait que « les Kurdes servent fondamentalement les buts guerriers de Saddam Hussein ». En fait, le Parti démocratique kurde d'Iran (PDKI) a offert au gouvernement une « trêve » en échange d'une campagne commune contre l'armée irakienne.

L'introduction du projet de loi de réforme agraire a été repoussée jus-

«...une lutte sociale, politique et militaire dont l'enjeu principal est l'avenir du mouvement de masse en Iran...»

GUERRE DOIT S'ARRÊTER»

que Téhéran s'embourbe sur le sol irakien, un militant révolutionnaire fait le point

qu'à ce que « soient défaites les forces de l'infidélité ». Toute discussion politique a été interdite dans les lycées, et les étudiants ont commencé à se heurter chaque jour aux membres armés des sociétés islamiques présents dans les lycées.

On a interdit les partis politiques de gauche, y compris les Moudjahidines — principale force de la gauche islamique —, qui avaient obtenu près de deux millions de voix aux élections législatives du printemps 1980, selon les chiffres officiels, et en réalité bien plus. Le prétexte en a été qu'ils sabotaient l'effort de guerre.

● **Malgré tout, on a assisté alors à une nouvelle vague de mobilisations. Dans quel cadre et pour quels objectifs ?**

— Mobilisation contre la guerre et pour la défense de la révolution. Les comités de quartier ont repris vie et les comités de défense indépendants des travailleurs ont été mis sur pied dans de nombreuses usines. A Téhéran, le lendemain du déclenchement de la guerre, des manifestations de masse spontanées ont eu lieu, appelant le gouvernement à armer le peuple. Ces manifestations ont été violemment réprimées par les *pasdarans*.

Dans cette nouvelle phase, seul le gouvernement affirmait que « la question centrale à laquelle nous devons faire face est la guerre contre Saddam Hussein l'infidèle ». Les masses se mobilisaient déjà dans les principales villes sur des mots d'ordre démocratiques et un programme de réformes sociales.

En l'absence d'une forte organisation révolutionnaire, ce mouvement pouvait être facilement récupéré par Bani Sadr, qui cherchait à consolider la position de sa fraction au sein de la classe dirigeante.

Le régime s'est alors employé à éliminer Bani Sadr et à réduire par la violence l'influence de ce nouveau mouvement de masse. Dans de nombreuses villes, toutes les structures — extrêmement renforcées — de l'appareil d'Etat furent ouvertement utilisées pour accroître la ré-

pression. Des membres des Moudjahidines étaient attaqués et tués dans les rues. On a dénombré au moins cent cas dans le nord de l'Iran. On a intensifié les purges de militants dans les usines. A Téhéran, plus de quinze cents travailleurs ont été arrêtés ou licenciés.

La campagne contre le peuple kurde a atteint des proportions proches du génocide, avec le bombardement des villages et l'évacuation forcée de la population de régions d'importance stratégique, comme celles de Saghez et de Baneh.

Les groupes politiques qui avaient refusé de lutter pour la mobilisation indépendante des masses et qui avaient aidé au renforcement des instruments de répression des mollahs, en leur fournissant une couverture gauche, se trouvaient maintenant dans la position d'aides actifs de la répression.

Les membres des Fedayines (Majoritaires) et du Parti Toudeh, parties prenantes des sociétés islamiques, espionnaient des militants ouvriers et les dénonçaient aux autorités gouvernementales...

● **Quelle a été la réponse des Moudjahidines à cette vague de terreur ?**

— Elle a été d'adopter la tactique de la lutte armée, à partir du 20 juin 1981. En pratique, cela signifiait l'assassinat de dirigeants gouvernementaux. Ils n'ont pas lancé d'appels aux mobilisations et aux grèves, et encore moins essayé de les organiser, bien qu'ils aient été, à cette époque, une organisation de masse capable, à elle seule, de mobiliser des centaines de milliers de personnes dans les rues.

Cette tactique a tout simplement fait le jeu du régime. Les masses ne s'en sont trouvées que plus démoralisées et démotivées.

Les forces de la répression se sont alors déchaînées avec toute la férocité impitoyable que l'on sait.

Des exécutions dans les rues, des raids dans les maisons, des purges de toute sorte, des arrestations et des exécutions de masse ont suivi. En un an, plus de vingt mille détenus

politiques ont été exécutés en Iran et plus de soixante mille sont toujours sous les verrous pour des motifs politiques.

Evidemment, une terreur de cet ordre était dirigée contre le mouvement de masse dans son ensemble. Toutes les organisations indépendantes ont été détruites ou forcées à la clandestinité, et les acquis de la révolution ont été anéantis.

Une fois la vraie révolution arrêtée et contrainte de reculer, le régime est officiellement revenu sur ses intentions démagogiques premières de plans de nationalisation et de réforme agraire.

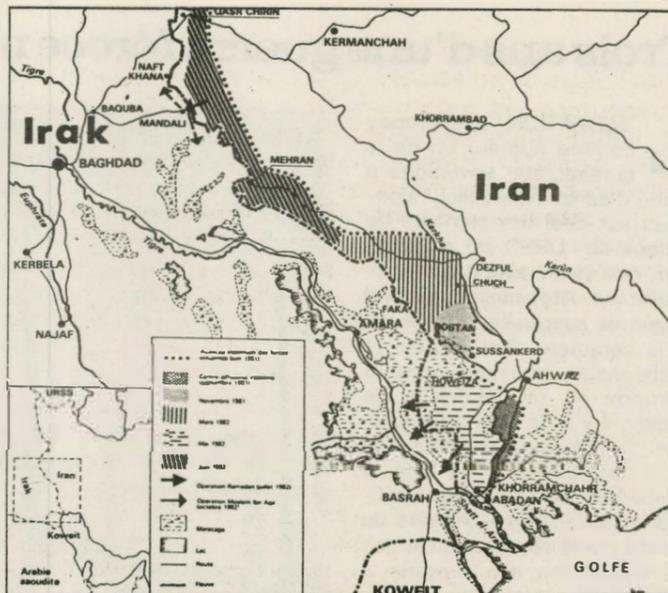
On a appelé les masses à payer l'addition par des sacrifices grandissants en vies humaines et en matériel. L'armée irakienne a été défaite dans des batailles décisives, mais au prix de la vie de plus de soixante dix mille jeunes Iraniens, de cent cinquante mille mutilés et de plus de deux millions de réfugiés de guerre.

Les denrées de première nécessité sont maintenant rationnées. Le niveau de vie a chuté de 50 % par rapport à ce qu'il était dans les dernières années du règne du shah. Le marché noir, dirigé par les *pasdarans* et les bureaucrates, s'est développé. Tout le pays pleure ses morts.

Des victoires militaires remportées dans de telles conditions n'ont pas amené des torrents de joie dans la population, qui a simplement poussé un soupir de soulagement et a exprimé le souhait que la guerre prenne fin très rapidement.

● **Cependant, le gouvernement iranien insiste toujours sur la nécessité de poursuivre la guerre...**

— Les motivations du régime ne sont pas difficiles à saisir. La fin du conflit produirait une situation politique explosive en Iran. Si la guerre se terminait, les réfugiés de guerre pourraient regagner le Khouzistan, et un nouveau mouvement national réclamant des réformes sociales et économiques se développerait. Il serait difficile pour le gouvernement de justifier le maintien de structures militaires forgées au cours de cette guerre, un corps démesuré de *pasdarans* et de multiples autres orga-



nismes. Ce ne sont là que deux exemples.

Pour ces raisons, le régime iranien s'est embarqué dans un cours dangereux, qui ne peut qu'amener à des pertes plus lourdes en vies humaines et en matériel et donc, tôt ou tard, à une crise politique plus profonde. Ce cours a pour effet d'augmenter la menace d'intervention impérialiste dans la région, y compris en Iran.

De plus, dans un contexte où le régime de Khomeiny suscite la désillusion d'une majorité grandissante des masses iraniennes, la défaite militaire, qui est tout à fait possible si la guerre se poursuit plus longtemps, pourrait précipiter un changement radical du rapport des forces en faveur de l'impérialisme et de ses agents les plus serviles. La contre-révolution « islamique » de Khomeiny ne fait que préparer le terrain pour un écrasement définitif de la révolution iranienne, qui entraînerait la destruction de son propre régime.

L'étendue de la répression, dont personne ne peut nier l'ampleur, montre le véritable état du mouvement de masse et le rapport réel des forces dans le pays. Afin de combattre efficacement, les masses doivent se voir offrir une perspective

politique concrète par une direction qui représente réellement leurs intérêts.

Ceux qui maintiennent toujours, contre toute évidence, que le mouvement de masse continue d'aller de l'avant sont obligés, en fait, d'essayer de présenter Khomeiny et le PRI comme une sorte de direction révolutionnaire, quoique avec ses contradictions. Cela présente une certaine logique, mais c'est politiquement de la folie.

● **Quelles tâches pour les révolutionnaires dans cette situation ?**

— Nous devons appeler à l'arrêt immédiat de la guerre et mettre en avant un programme de revendications économiques et sociales qui représentent les intérêts et les besoins fortement ressentis par les masses travailleuses et opprimées.

Nous devons appeler les masses à résister par tous les moyens à ce régime de bourreaux et de menteurs, et retourner aux traditions et à l'expérience du mouvement de masse qui a renversé le shah et que ce gouvernement ne représente en aucune façon. Il en est, au contraire, le fossoyeur.

Au nom du Tout-Puissant

Amnesty International vient de rendre public un document accablant sur les conditions de détention dans les prisons iraniennes. Ce document s'appuie sur des témoignages recueillis de prisonniers libérés et de parents de prisonniers. Témoignages recoupant et confirmant de très nombreuses informations reçues par Amnesty et émanant d'autres sources. Des prisonniers détenus, puis relâchés, à Salehabad, près de Qom, affirment avoir été entassés dans une case d'une étable à vaches sans installations sanitaires. L'un d'eux raconte qu'il a été frappé au visage et sur la tête, après une semaine de détention, pour l'inciter à parler. Des gardiens de la révolution le faisaient régulièrement courir nu dans la cour de la laiterie et le fouettaient avec un câble ou un tuyau, de préférence sur les testicules.

Salehabad héberge environ 2 000 prisonniers, tous soumis au même régime. Soixante pour cent d'entre eux sont soupçonnés de sympathie pour les Moudjahidines (gauche islamique) ou le Parti communiste.

L'existence de ce centre n'a jamais été officiellement reconnue par le gouvernement de Téhéran. Il ne s'agit que d'un « centre de réhabilitation pour drogués » affirment les autorités locales de Salehabad.

Amnesty rend également compte de la situation dans la prison d'Evin, située au nord de Téhéran. Prison surpeuplée où certains prisonniers « sont laissés les yeux bandés pendant des jours, des semaines ou des mois ». On peut y entendre, jour et nuit, des coups de feu correspondant soit à des exécutions réelles, soit à des simulacres. Certaines cellules prévues pour héberger un prisonnier en reçoivent une vingtaine, et ce pour de longues périodes. Les gardiens usent régulièrement du fouet. Dans la section des femmes, une quarantaine d'enfants de un à douze ans sont actuellement hébergés. « Ils sont pour les autorités de la prison un atout pour obtenir des aveux... Quand la mère est fouettée, l'enfant est amené pour qu'il regarde », précise le rapport.

J.-P. B.



AFGHANISTAN

Andropov dans le bourbier

•Trois ans d'une guerre féroce n'ont rien résolu

L'ELEVATION d'Andropov comme numéro un de la bureaucratie soviétique a suscité d'assez habituelles hypothèses sur des changements de politique de l'URSS, et, en particulier, de l'éventualité d'un dégagement en Afghanistan. Quand ce type de supposition est étayé par le caractère d'intellectuel et de théoricien marxiste prêté à Andropov en tant qu'élève de Souslov, il y a de quoi rire tristement. La théologie bureaucratique à la Souslov n'est que la théorisation de toutes les pratiques de défense des intérêts de la caste nomenklaturiste. Un peu plus d'attention est à prêter à l'information selon laquelle le KGB aurait été opposé à l'intervention en Afghanistan. Toutefois, il est assez probable qu'il ne s'agit que d'un bruit répandu à dessein pour préparer une ouverture.

En fait, il n'est pas besoin d'explication psychologique, ni même par les « luttes de tendances » interbureaucratiques, pour expliquer l'incontestable recherche d'un dégagement en Afghanistan. Le pesant système de la dictature bureaucratique est tel qu'il faut la disparition — par mort ou autrement — d'un dictateur central pour qu'une ligne puisse être retournée. Il n'y a donc rien d'étonnant — et non plus rien qui puisse donner des espoirs de changement radical — dans le fait qu'Andropov utilise la mort de Brejnev pour tenter de sortir du guêpier afghan.

Nécessité d'une sortie « honorable »

En effet, la bureaucratie n'avait pas su pronostiquer ce qui l'attendait en Afghanistan. Au bout de trois ans d'une guerre féroce, elle n'en est pas plus avancée qu'au premier jour. Elle y a englouti des ressources considérables et y a perdu assez d'hommes pour que cela soit sensible même au sein de la vaste population chloroformée de l'URSS. De plus, cette guerre a porté un coup terrible à son influence dans tout le monde islamique, bien que les Etats de cette région du globe, réactionnaires comme « progressistes », aient eu maintes raisons de n'en pas parler et de ne rien faire pour ces lointains frères de l'Est. L'effet de démasquage de l'invasion cynique et du caractère de guerre contre un peuple est difficile à pallier dans le prolétariat occidental, à l'heure de Jaruzelski en Pologne. Enfin — bien que l'on ait peu d'informations à ce sujet — il semble bien que les populations islamiques de l'URSS même en soient ébranlées.

C'est plus qu'il n'en faut pour rechercher une sortie « honorable ». Mais comment ? Le plus difficile n'est pas au niveau international. Quoi qu'on ait pu en dire, la bourgeoisie impérialiste n'est guère intéressée à ce que l'Afghanistan entre dans sa zone d'influence. Le Pakistan est



Kaboul, 1980 : c'était le temps de la publicité indécente pour les jeux Olympiques de Moscou.

inquiète d'une résistance afghane qu'elle ne contrôle pas, sinon par le chantage au passage des armes, et cette guerre gêne le règlement de son contentieux avec l'Inde. La Chine, qui usait de l'Afghanistan comme d'une plaie au flanc de l'URSS, recherche maintenant activement un accord avec elle, qui est de l'ordre des choses et peut-être plus avancé que l'information n'en perçoit. Reste les Afghans eux-mêmes, et c'est là qu'est le hic. Pour Karmal et sa peau de chagrin de partisans, on sait que la bureaucratie fait très bon marché de ses domestiques locaux, et, quand elle n'en a plus besoin pour un usage immédiat, qu'elle les abandonne sans le moindre souci à la répression ou les fait rentrer à la maison-mère pour mise en réserve de temps meilleurs. Quant aux partis de Peshawar, leur antisoviétisme n'a rien de principiel. Ils sont tous disposés à un compromis sur la base d'une préservation des intérêts économiques russes dans le nord afghan et d'un neutralisme d'un Etat futur, à condition qu'ils en soient les tenants.

Risque de chaos

La difficulté est ailleurs. Contrairement : dans la résistance et dans sa division. Installer un Etat à Kaboul est une chose. Lui donner assise dans le pays en est une autre. Les maigres structures étatiques du passé récent ont été détruites. En imposer de nouvelles — avec ce que cela suppose d'impositions et de contrôle central — sur un pays qui — souvent depuis plus de trois ans d'occupation russe — vit en autonomie régionale

armée est une tâche dont personne ne peut répondre du succès. Et puis, si les partis « libéraux » de Peshawar sont dans une sorte d'état d'alliance avec le gros de la résistance, par cela qu'ils ont un quasi-monopole de la fourniture des armes, il ne s'agit pas d'une profonde unité politique. La résistance sur le terrain, si elle a commencé à pratiquer une certaine solidarité militaire — surtout entre ses régions les plus exposées — ne continue pas moins à receler des oppositions religieuses et ethniques qui pourraient se réveiller une fois l'ennemi étranger disparu, si le chaos social demeure. Enfin, à la résistance nationale multiforme reliée aux partis de Peshawar s'oppose avec violence la résistance « khomeiniste » du Hezbé islami de Gulbudin Hekmakiar, la plus ancienne, la plus sectaire, archaïque réactionnaire, bien implantée au nord-est, et dont on peut s'attendre à ce qu'elle ne compose avec personne, et surtout pas avec un gouvernement qui serait sans racines, installé à Kaboul par compromis avec l'URSS.

La solution dépendra finalement du degré d'urgence à se dégager pour l'URSS. Les inconnues sont trop nombreuses pour qu'on puisse fixer une perspective dans le temps à un processus pourtant réellement inscrit comme une nécessité générale.

Ce besoin de s'en sortir n'est pas démenti par les récentes opérations militaires. C'est, hélas ! l'usage (se rappeler le Vietnam) pour un agresseur d'intensifier les opérations pour montrer qu'il n'est pas prêt à tout lâcher au moment où il faut qu'il lâche.

Michel Lequenne

MAROC/REPRESSION « A Monsieur le président de la République »

Avant la visite officielle que vous allez faire au Maroc au nom de la France, nous tenons à vous exposer à nouveau la gravité des atteintes aux droits des gens que le régime de Hassan II fait subir, depuis vingt-cinq ans, au peuple marocain.

Au Maroc, en 1982, il y a toujours :

- 130 prisonniers d'opinion, incarcérés au moins depuis 6 ans, certains depuis 20 et 10 ans ; deux sont condamnés à mort, cinq à perpétuité, d'autres à 30, 20 et 10 ans.

- Plus de 1 000 détenus : militants politiques, syndicaux ou simples manifestants, arrêtés et condamnés à l'occasion des journées de juin 1981.

- Des centaines de disparus : — des familles sahraouiennes arrêtées en 1976 dans le sud du Maroc ;

- 150 militaires, condamnés après les coups d'Etat de Skhirat (1971) et de Kenitra (1972), puis, enlevés dans leur prison en 1973, déportés dans le bagne de Tazmamart où ils meurent lentement dans des conditions affreuses de détention ;
- des dizaines de militants, d'étudiants, de lycéens ;
- trois Français, enlevés chez eux par arbitraire royal le 3 juillet 1973.

- Des dizaines de personnes, qui ont été libérées mais qui n'ont toujours pas recouvré leurs droits.

- Des centres policiers de torture et de détention dans lesquels toute personne arrêtée passe plusieurs mois ou plusieurs années avant d'être jugée.

- La pratique courante de représailles s'exerçant sur les familles de détenus ou de disparus, véritables otages du pouvoir.

- Des cas nombreux d'interdiction professionnelle.

- Des entraves continues au droit d'expression, de réunion, d'association, donc à la liberté syndicale et à la liberté de la presse.

- Des inégalités sociales, qui font coexister l'extrême richesse d'une minorité et l'extrême misère de sept millions de Marocains vivant au-dessous du seuil de pauvreté absolue.

Vos déclarations sur la défense des droits de l'homme, que vous entendez honorer dans tous les actes de votre mandat, ont été entendues, jusque dans les prisons royales, par ces « combattants de la liberté » auxquels vous vous adressez.

Nous voulons croire que votre détermination dans ce domaine servira, au Maroc aussi, la cause de la justice et de la liberté.

COMITES DE LUTTE CONTRE LA REPRESSION AU MAROC

TURQUIE Condamnés pour « trotskysme »

En ce début d'année, la dictature turque tente d'acquiescer un visage plus respectable, en particulier au plan international. Après avoir promulgué une nouvelle Constitution et l'avoir fait « ratifier » par plus de 90 % des électeurs, elle opère quelques libérations sélectives. Dix-neuf membres du Comité turc pour la paix, détenus depuis dix-huit mois ont ainsi été relâchés. Ils avaient été arrêtés en février, le régime leur reprochant d'« avoir créé une organisation clandestine en vue de renverser l'ordre constitutionnel ».

Les hommes au pouvoir à Ankara cherchent de cette manière à masquer la persistance d'une répression brutale qui frappe sans distinction toutes les formations de gauche et d'extrême gauche. Plus de dix mille membres de l'Organisation Devrimci Yol (Voie révolutionnaire) ont par exemple été traduits devant les tribunaux militaires depuis le 12 septembre 1980 (voir *Rouge* du 17 décembre 1982).



Le quotidien *Cumhuriyet* du 4 décembre dernier rapportait de son côté que trois personnes, Sadi Ozansü, Orhan Dilber et Ahmet Muhittin Karkin, venaient d'être condamnées à huit ans de prison pour leur « intention de créer une organisation trotskyste ». Ils tombaient sous le coup de l'article 141-1 du Code pénal turc, inspiré de la juridiction mussolinienne, qui s'en prend à « toute personne qui organise ou tente d'organiser des associations, dans l'intention d'ériger la dictature d'une classe de la société sur d'autres classes sociales ou d'opprimer une classe sociale ou de détruire l'ordre fondamental... ».

L'un des inculpés, Sadi Ozansü, assistant d'université, avait déjà été condamné à sept ans et demi d'emprisonnement pour avoir traduit en turc *l'Introduction au marxisme*, d'E. Mandel.

Poursuivre l'effort de solidarité avec les travailleurs de Turquie, ne pas laisser s'abattre en silence la répression est plus que jamais une nécessité impérieuse.

C. P.

TERRORISME D'ETAT Scènes de chasse en Irlande

Beaucoup d'encre a coulé sur l'attentat commis le 6 décembre contre un pub de Ballykelly qui a fait seize morts et une soixantaine de blessés.

En matière de terrorisme, les autorités d'occupation de l'Irlande du Nord ont pourtant bien peu de choses à reprocher aux auteurs de cet acte qui appartiennent à une organisation nationaliste, l'INLA. Car, depuis deux mois, les forces britanniques semblent avoir adopté une nouvelle tactique baptisée « *Shoot to kill* » (tirer pour tuer) dans les six comtés. Le 11 novembre, trois membres de l'IRA étaient abattus à un contrôle routier bien qu'ils n'aient pas été armés. Puis, c'était au tour de deux jeunes garçons qui avaient eu le malheur de transporter un engin ressemblant à une arme automatique. Quelques jours plus tard, deux sympathisants de l'INLA étaient abattus dans le dos, sans sommations. Enfin, au lendemain de Noël, un commando britannique ouvrait froidement le feu à Belfast sur deux jeunes catholiques que leur condition misérable avait poussé à la délinquance.

Bilan de ce qu'il faut bien nommer un terrorisme d'Etat : sept morts et quatre blessés. Mais de cette atteinte à un droit élémentaire de l'individu, dont le but est de terroriser toute une population, nul ne parle. Il est vrai que l'Irlande est considérée comme le meilleur terrain d'expérimentation en Europe des techniques anti-guérilla.

C. P.

Vient de paraître

La politique du PSOE à l'épreuve de la pratique

Interview de Fidel Almagro dirigeant des Comunistes ouvriers de Madrid

Index pour l'année 1982



« Travail au noir », de J. Skolimowski.

Travail au noir

ETRE un cinéaste polonais exilé en Angleterre (depuis 1970) ou un ouvrier polonais, travailleur au noir, à Londres (en décembre 1981), c'est toujours être Polonais et toujours buter sur une absence, contre une absence : la Pologne. Démolir une maison, voler dans les magasins, reconstruire la maison, rendre la bicyclette chapardée, stakhanovisme de la maçonnerie ou de la fauche, il y a là une économie qui rappelle une politique économique : polonaise. Hormis deux ou trois images, deux ou trois affiches de Solidarnosc sur les murs de Londres, deux ou trois manchets de journaux, tout dans ce film qui, fondamentalement, parle de la Pologne, joue sur l'absence de cette même Pologne. Lointaine, étrangère, chimérique peut-être. Comment filmer l'absence, comment mettre la Pologne là où elle n'est pas, à moins qu'en décembre 1981 elle ait été partout et pas seulement dans les « événements ». Le spectateur qui voudrait faire le plein de politique se sentira frustré. A moins qu'il n'y regarde de plus près et ne voie, l'époque et les turpitudes jarulevskiennes aidant, que tout Polonais porte en lui l'humaine condition du prolétaire bafoué (Êtes-vous membre de Solidarité, demande le douanier anglais en signe de bienvenue ? Non. Qu'importe.). *Travail au noir* est un film de crise, crise des échanges, des langages, des regards (l'impressionnante vacuité du regard de Jeremy Irons) qui refuse les pédagogies faciles, les pédagogies d'état de siège.

Piotr Gourmandisch

La Révolution russe à l'affiche

Jusqu'au 20 février, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine et le musée des Deux Guerres mondiales, proposent en l'hôtel des Invalides (corridor de Valenciennes), une fabuleuse rétrospective des affiches et images concernant les années 1914-1921 en Russie.

Des appels patriotiques à la guerre contre l'Allemagne, en passant par les premières affiches de

propagande des bolcheviks, jusqu'à ces fantastiques compositions de Moor, ou Maïakovski pour rejoindre les différents fronts de la guerre civile, ce sont plus de cent cinquante documents exceptionnels, qui témoignent de la richesse tant esthétique qu'historique des œuvres de ces artistes célèbres qui mirent leur talent au service de la propagande tsariste ou bolchevique.

Reprises

LA ressortie de *Gilda* est presque un phénomène, plus de spectateurs s'y pressent qu'à bien des « premières » et la presse, ravie, rachète par un bel enthousiasme un film qu'elle avait souvent éreinté lors de sa sortie en 1946. Rita Hayworth rivalise avec E.T. dans le panthéon du star-system. Au risque de s'égarer, on dira pourtant que les deux rôles masculins font plus pour son intérêt que la seule présence de R. H. Le film nous touche par son ambiguïté, son immoralité avouée, son trouble un peu malsain aux frontières d'une homosexualité et d'une misogynie que ne rachète guère le happy end parachuté.

Après l'expérience de *Le crime était presque parfait*, les studios Action éditent la version en relief de

l'Homme au masque de cire de André de Toth (1953). A mi-chemin de *Jack l'éventreur* et du *Fantôme de l'opéra*, ce film n'est pas un grand classique du cinéma fantastique mais un des meilleurs consacrés aux maniaques en tout genre et aux meurtriers hallucinés. Le relief donne à ces manigances de saisissants effets. Crime et relief font décidément bon ménage.

P. G.



Cinéma

Danton

ON sait que Wajda, devenu le premier cinéaste polonais, avec tout ce que cela comporte d'officiel, n'a jamais hésité à mettre cette position prééminente au service des forces les plus vives de son peuple : *l'Homme de marbre* préfigurait la révolte ouvrière, comme *l'Homme de fer* la célébrait. Aujourd'hui, mal vu par les néo-staliniens de Jaruzelski, tracassé, objet de campagnes de presse venimeuses, il est toujours un trop « gros morceau » pour qu'on puisse s'en débarrasser simplement en l'empêchant de travailler, puisque sa renommée est suffisante pour lui permettre de continuer son œuvre ailleurs, ce qu'il refuse avec obstination depuis des années.

Car *Danton* n'est pas un film « d'exilé », pas plus que les films que, dans le passé, Wajda tourna en France, en Yougoslavie, en Allemagne... Coproduction franco-polonaise, *Danton*, largement joué par des acteurs polonais (aux côtés de Depardieu, Planchon, Chéreau, Villeret, Angela Winckler) est tiré d'une pièce polonaise célèbre que Wajda mit en scène au théâtre — pièce qui, nous apprend Wajda, était bien plus « pro-Robespierre » que le film.

C'est cette genèse, cette origine polonaise qu'il faut avoir à l'esprit devant cet écran-là. Il est en effet tentant de chercher, dans le film, des allusions, des parentés avec une situation polonaise actuelle (avec un certain humour, dans les interviews qu'il donne, Wajda retourne cette envie, et indique des allusions, des rapprochements avec l'actualité française). En fait, non seulement les situations historiques sont parfaitement différentes, mais encore, l'origine théâtrale privilégie la construction basée sur des personnages psychologiques, aux dépens d'une analyse historique plus fouillée. Sans doute le cinéma n'est-il pas incapable d'une telle analyse, et peut-être Wajda lui-même, reprenant le sujet à zéro, aurait-il pu... Ce que nous voyons, en tout cas, c'est plus un beau film lyrique, remarquablement interprété, qu'une analyse historique.

Wajda s'insère ici dans une manière traditionnelle de raconter l'Histoire en images, et il le fait avec un immense talent, et sans nullement se diminuer ; si nous avions rêvé d'autre chose, ce n'est pas, bien sûr, de sa faute.

P.-L. Thirard

Nantes

Festival des trois continents

LE Festival des trois continents est à sa quatrième année d'existence. Comme beaucoup de ses cousins, il révèle des réalisateurs, rend des hommages, propose des rétrospectives. Les films viennent d'ailleurs : Afrique, Amérique du Sud, Asie. Un panorama du cinéma brésilien cette année, des incunables au plus tropical des Glauber Rocha : *Terre en transes*, en passant par le premier film de Guerra et de J.-P. de Andrade, le père de *Macunaima*. Depuis ses plus jeunes années, ce festival a pris la route de l'Inde. Un pays qui produit quelques huit cents films par an dans dix langues différentes, à ce train-là on a du retard à rattraper... Des hommages à deux grands inconnus : Guru Dutt, acteur et metteur en scène de mélodrames, et Ritwik Ghatak, cinéaste du Bengale, à jamais déchiré par la partition de son pays et qui filme selon ses propres mots « l'explosion de l'imaginaire ». Mais un festival suffira-t-il à faire reculer l'ignorance des distributeurs pour qui n'existe que Satyajit Ray ou presque (on a quand même sorti *les Marginaux* de M. Sen!)

La critique aussi perpétue le sys-

tème existant. Qui prend sa plume pour célébrer *la Boum* ou autre produit calibré ne peut être pris très au sérieux s'il encense un film du tiers monde d'un ton de connaisseur. Les organisateurs se félicitent pourtant d'avoir vu la télévision s'ouvrir à des films que Nantes avait fait connaître. Ne manquez pas le 27 janvier sur FR3 *le Sourire de l'homme tourmenté*. La révolution culturelle comme si vous y étiez à condition de laisser tomber le « débat » où ne manqueront pas les maos-stal repentis et autres voyageurs sur le retour !

En attendant la grande libération des trois continents et du nôtre, vous pourrez voir deux films prochainement accueillis tous les deux à Nantes : *le Vent de Cissé*, (Mali), et *Journal de campagne* de Amos Gitai qui arrive ces jours-ci dans les bonnes salles. Les films de ce jeune Israélien militent, images de fiction ou documentaires à l'appui, pour un autre Israël. Le *Journal*, commencé en mai, suit la montée de la violence et les efforts du gouvernement pour la banaliser jusqu'à l'entrée des troupes au Liban.

Noémie Mas

« Cher Rouge, je t'écris... »

... Et pour vous, lectrices et lecteurs de *Rouge*, quel a été cette année le film que vous avez préféré ? Ecrivez à la rubrique ciné, qui brûle déjà de curiosité...



• **Vendredi** 20 h 35 (A2), *l'Épingle noire*, 4^e épisode...
23 h 05 (A2), fin du cycle Gary Cooper avec *Sérénade à trois*, l'une

des plus belles comédies américaines d'avant-guerre. Le trio Miriam Hopkins, Fredric March et Gary Cooper a beau fonder sa relation sur le

(prudent) précepte « No sex »... il n'a pas empêché les censeurs hollywoodiens de l'époque de faire des coupes claires dans un dialogue étincelant, ciselé à coups de sous-entendus équivoques par Ben Hecht et Lubitsch... Même « censuré » de certaines répliques, *Sérénade à trois* reste un pur joyau !

• **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *les Choses de la vie* de C. Sautet avec Piccoli et Schneider. Le plus surestimé de tous les films de Sautet, donc l'un de ses rares ratages...

22 h 35 (FR3), début d'un cycle consacré au « film noir », avec l'un

des plus noirs parmi les noirs, *Règlement de compte*, de Fritz Lang, interprété par Glenn Ford, Gloria Graham et Lee Marvin. Un constat sec, violent, impitoyable que pour lutter contre le crime et la corruption, on est obligé d'user des méthodes du crime et de la corruption...

• **Mardi** 20 h 40 (A2), *l'Imprécatrice* de J.-L. Bertucelli, ou comment massacrer un bon roman avec trop de moyens, trop de bons comédiens, et pas une once de talent !

20 h 35 (FR3), *les Grands Moyens* d'Hubert Cornfield, une tentative in-

teressante d'adapter l'un des rares bons romans d'Exbrayat. Réalisateur en 1962 d'un chef-d'œuvre (*Pressure Point*) qui fit croire en son talent, l'américain Cornfield sombre corps et âme dans l'univers humoristique d'Exbrayat.

22 h (FR3), *Nosferatu, fantôme de la nuit* de Werner Herzog. Malgré une approche athée, différente de celle de Murnau pour son *Nosferatu* de 1922, on peut dire du film d'Herzog (comme du *King Kong* de John Guillermin...) qu'il s'agit là d'un remake qui ne s'imposait pas...

Michel Laszlo

CORSE

Le mouvement nationaliste devant des choix décisifs

• En nommant Broussard, le commissaire-la-bavure, à la tête des flics de l'île, le gouvernement choisit une voie sans issue plutôt que de satisfaire les revendications du peuple corse



L'engrenage

PLASTICAGES, racket, attentats contre des personnes, la situation vient brutalement de se dégrader en Corse. A trois mois des municipales, ce qui se passe dans l'île est devenu un enjeu politique national. La droite veut exploiter à son avantage les difficultés du gouvernement. Quant à ce dernier, il entend faire la preuve de son aptitude à défendre l'Etat bourgeois. « Il n'y a pas de compromis possible dès lors que la communauté nationale est en cause », vient d'affirmer François Mitterrand, dans son intervention télévisée du 2 janvier. Les derniers événements appellent de notre part trois considérations.

① L'offensive déclenchée par le FLNC n'est que le révélateur d'un pourrissement généralisé. Car on oublie trop souvent les conséquences de la longue période de domination française sur l'île. Les taux d'inflation et de chômage y sont largement supérieurs à ceux de la métropole. A l'inverse, les salaires sont notoirement plus bas. Les conditions économiques prévalant en Corse entraînent un exode massif. Si une agriculture moderne s'est mise en place, elle est aux mains de grands propriétaires résidant souvent hors de Corse, rapatriés d'Algérie ou continentaux. Parallèlement, l'installation d'une industrie touristique parasitaire n'a profité qu'aux promoteurs, aux banques, aux trusts et aux commerçants. A ce tableau, il convient d'ajouter une vie politique dominée par les clans, la négation de la culture et de la langue corse et la présence de plusieurs régiments de la Légion étrangère qui ne constitue que la manifestation la plus spectaculaire d'une occupation de caractère colonial.

« Tout ce qui devait et pouvait être fait pour que la personnalité corse puisse s'affirmer a été fait », proclame le chef de l'Etat. Rien n'est plus faux. Depuis le 10 mai, on s'est contenté de définir un « statut particulier ». L'assemblée élue conformément à ses dispositions se trouve dans les faits privée de possibilités législatives et demeure aux mains des clans. *Le Monde* du 4 janvier résumait bien le problème en indiquant que le pouvoir central « tarde à définir les compétences de l'assemblée de Corse » et que cette dernière « tarde à s'affirmer ». Et il traçait admirablement le bilan de l'action gouvernementale : « Les relais socialistes du pouvoir central n'ont guère apporté la preuve qu'ils œuvraient réellement au changement, c'est-à-dire à la fin du système des clans. »

② Loin de chercher dans la faillite de sa politique les raisons de la tension actuelle, la majorité n'a plus qu'une réponse : la répression. Le Conseil des ministres du 5 janvier a décidé de dissoudre le FLNC et de nommer commissaire de la République Robert Broussard, l'ancien patron de la brigade antigang. Ces décisions seront ressenties comme une provocation, comme un retour à des pratiques en tout point similaires à celles de l'ancien régime. Le gouvernement prend ouvertement le risque de faire couler le sang. Broussard, ancien « super-flic » de Giscard, auteur d'innombrables « bavures », a déjà montré quelles méthodes avaient ses faveurs.

Il faut immédiatement arrêter cet engrenage infernal. Faute de quoi les Corses y verront inévitablement la fin de leurs espoirs de changement et ne pourront que se dresser contre le pouvoir. Pour notre part, nous avons toujours, au moment où la répression s'abattait brutalement, manifesté notre entière solidarité avec le combat du peuple corse. Ce n'est pas pour admettre aujourd'hui d'un gouvernement qui se réclame des travailleurs et de la démocratie ce que nous refusons d'un régime réactionnaire. Parce que le capitalisme français est responsable seul de la situation de l'île, que les partis actuellement aux affaires n'ont pas répondu à l'attente des insulaires, chaque victime de l'action policière nous trouvera à ses côtés.

③ Cela nous permet, pensons-nous, de dire nettement au mouvement nationaliste qu'il fait fausse route. L'orientation adoptée, les méthodes d'action et les cibles choisies sont inadéquates et, au bout du compte, fort dangereuses. Elles ne peuvent qu'isoler les masses corses de l'ensemble des travailleurs français et aussi de ces dizaines de milliers de militants qui, dans tout le pays et bien que de façon éclatée, disent aux élus du 10 mai : « Assez de compromis avec la réaction ; il faut changer de politique. » De surcroît, les mots d'ordre chauvins qui prennent indistinctement tous les Français pour cible, loin d'unifier la population laborieuse de Corse, risquent de la diviser profondément. N'ayons pas peur des mots, ces errements peuvent conduire le peuple corse à des échecs graves.

Mais quelles que puissent être nos divergences avec le FLNC, nous poursuivrons notre action pour la reconnaissance totale des droits nationaux des Corses, y compris de leur droit à l'indépendance.

Christian Picquet

NOUVELLE flambée de violence ; « l'île à la dérive » ; « année record pour les attentats » : les organes de presse ne sont pas avares de qualificatifs pour expliquer que la Corse est devenue l'Algérie des années 1980. Les 335 attentats ou actions violentes revendiqués par le Front de libération nationale de la Corse (FLNC) depuis la rupture de la trêve, le 20 août dernier, sont mis à contribution pour corroborer cette thèse.

A l'unisson avec François Mitterrand qui expliquait le 2 janvier que « la loi républicaine, c'est la sanction du crime », l'éditorial de *l'Humanité* du 3 janvier écrit : « C'est un défi, il faut le relever. En mettant hors d'état de nuire les plastiqueurs. » Tout l'échiquier politique français, partis ouvriers compris, crie à l'unisson au danger séparatiste et en appelle à la répression.

Derrière cette dramatisation excessive, il faut tenter d'y voir clair et de comprendre les raisons du tournant actuel de la situation. Le slogan « I Francesi Fora » (IFF) — les Français dehors ! — est né bien avant le FLNC. Il est partout dans l'île, sur les murs, les affiches et pourquoi ne pas le dire, dans beaucoup de bouches. Il est l'expression spontanée et élémentaire de la révolte de nombre d'insulaires à l'égard d'un pouvoir central qui les a toujours humiliés, méprisés, niant jusqu'au plus minime de leurs droits nationaux.

Jusqu'alors toutefois, les attentats qui faisaient écho à ce sentiment ne s'appliquaient qu'aux gros colons pieds-noirs de la plaine orientale. Depuis août 1982, tous les continentaux sont visés.

L'organisation clandestine n'a d'ailleurs jamais caché ses orientations puisqu'au début de l'été, elle dénonçait vigoureusement dans son bulletin, « la colonie de peuplement français ». Le front décrétait que désormais les Français n'avaient d'autre choix que de quitter l'île. Le racket que les médias feignent de découvrir n'est pas non plus une réalité nouvelle. Simplement, jusqu'à présent il s'opérait clandestinement. La nouveauté réside dans l'annonce officielle par le FLNC qu'il utiliserait systématiquement cette forme d'action contre tous les Français ainsi

que contre les Corses fortunés.

En « punissant » un vétérinaire de Corte, le docteur Lafay, le front a franchi un nouveau pas dans l'escalade. Désormais, après l'assassinat d'un légionnaire en février 1982, on s'achemine vers des morts d'hommes.

Une organisation maintes fois enterrée

A l'évidence, nous l'avons dit souvent dans ces colonnes, une telle orientation ne créera pas les meilleures conditions pour un essor de la lutte du peuple corse. Mais brandir l'anathème ne sert à rien. Car dix fois enterré, le FLNC a toujours su renaître de ses cendres. S'il en est ainsi, c'est que ce mouvement a partiellement capitalisé le désarroi et la colère de nombreux jeunes réduits à l'inactivité du fait de la politique économique imposée par l'Etat français. Il a su également disputer aux autonomistes légaux de l'Union du peuple corse (UPC) d'Edmond Siméoni le flambeau des droits nationaux des insulaires.

Et pourtant, le mouvement nationaliste avait paru bien ébranlé au lendemain de l'élection d'une assemblée régionale au scrutin proportionnel. Sa consigne d'abstention n'avait pas été entendue et les listes de l'UPC avaient connu un indéniable succès. Des dizaines de milliers de Corses avaient exprimé par le vote autonomiste leur volonté d'en finir avec les clans qui dominent la vie politique. Il semble bien qu'à ce moment, le FLNC ait été menacé d'une véritable débâcle. En son sein fit rage un débat sur la poursuite ou non de la trêve décidée à une faible majorité au lendemain du 10 mai 1981.

Si, maintenant, les tenants de la reprise de la lutte armée semblent avoir pris le dessus, le gouvernement français ne doit s'en prendre qu'à lui-même. L'assemblée élue n'a apporté aucune réponse aux espoirs soulevés par la défaite de la droite en France. Bien plus, le PS s'est totalement discrédité en accordant son investiture à des représentants des clans, comme Bastien Leccia, contre des socialistes qui dénonçaient ce système, comme Charles Santoni et Antoine Sanguinetti. Et PS et PC ont fait élire à la tête de

l'assemblée l'un des symboles du « clanisme », le radical de gauche Prosper Alfonsi. Le changement, les Corses, eux aussi, l'attendent toujours.

Les Français dehors ?

On s'achemine aujourd'hui vers des affrontements qui pourraient bien conduire à la plus complète et à la plus sanglante des impasses. Le FLNC part en guerre contre les Français, quelles que soient leur origine sociale, leur travail ou leur insertion dans la société corse. Où cela va-t-il mener ? Car, si l'on commence à gratter les origines des insulaires, il risque bientôt de ne plus rester grand-monde dans l'île. La tragique histoire de celle-ci est faite d'invasions successives qui ont toutes laissé des traces profondes. Quelle famille ne comprend pas en son sein des continentaux ? Et quand bien même les Corses resteraient seuls, en quoi les problèmes — sous-développement, chômage, « clanisme » — seraient-ils résolus ?

En mettant au premier plan cette revendication, le FLNC contourne le véritable problème : celui du programme propre à mobiliser la population. Il reprend une nouvelle fois à son compte la tactique qui consiste à créer contre la répression un élan de solidarité à son profit. Il espère de cette façon faire éclater les contradictions du parti autonomiste légal, contraignant une fraction de ce dernier à le soutenir contre l'action de l'Etat français. Il pense que si un Corse est tué par un Français, la population basculera de son côté. Il cherche enfin à jouer sur les hésitations du pouvoir à traduire des indépendantistes devant des cours d'assises — seul débouché possible d'une instruction judiciaire après la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat.

L'issue peut être tragique. Disons-le, si les militants nationalistes sont actuellement face à des choix décisifs, beaucoup dépendra aussi, dans la période qui s'ouvre, du mouvement ouvrier français, de sa capacité à reprendre à son compte les revendications fondamentales du peuple corse, à imposer son droit à l'auto-détermination, y compris, s'il le désire, à la séparation.

